

N°1 HÉRODOTE

Janvier/Mars 1976 * 1215

Questions à Michel Foucault sur la géographie

«... La géographie doit bien être au cœur de ce dont je m'occupe. » (M. F.)

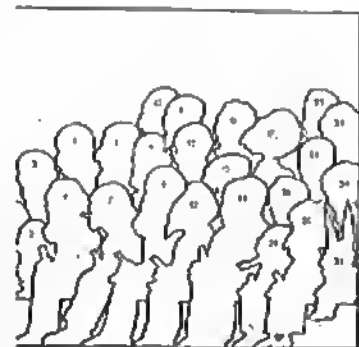
HÉRODOTE. — *Le travail que vous avez entrepris recoupe (et alimente) en grande partie la réflexion que nous avons engagée en géographie, et de façon plus générale sur les idéologies et stratégies de l'espace.*

« En questionnant la géographie, nous avons rencontré un certain nombre de concepts : savoir, pouvoir, science, formation discursive, regard, épistémé, et votre archéologie a contribué à orienter notre réflexion. Ainsi, l'hypothèse avancée dans l'Archéologie du savoir qu'une formation discursive ne se définit ni par un objet, ni par un style, ni par un jeu de concepts permanents, ni par la persistance d'une thématique, mais doit être appréhendée comme un système de dispersion réglé nous a permis de mieux cerner le discours géographique.

« Aussi avons-nous été surpris par votre silence en ce qui concerne la géographie (sauf erreur, vous n'évoquez son existence que dans une communication consacrée à Cuvier, et encore ne l'évoquez-vous que pour la



Un problème difficile. (Extrait de *O Jornal*, Lisbonne, 11-17 juillet 1975.)



- | | |
|-------------------|-------------------|
| 1. V. I. Lénine | 13. L. Trotski |
| 2. G. W. F. Hegel | 14. Mao Tsé-toung |
| 3. P.-J. Proudhon | 15. Gandhi |
| 4. K. Marx | 16. F. Castro |
| 5. H. Marcuse | 17. B. Russell |
| 6. J. Staline | 18. A. Bébel |
| 7. Che Guevara | 19. J.-P. Sartre |
| 8. F. Engels | 20. R. Luxemburg |
| 9. M. Bakounine | 21. Sun Yat-sen |
| 10. G. Lukács | 22. A. Toynbee |
| 11. Ho-Chi-Minh | 23. P. Kropotkine |
| 12. G. Plekhanov | 24. A. Gramsci |
| 25. H. Kissinger | |

reléguer dans les sciences naturelles). Paradoxalement, nous aurions été pris de stupeur si la géographie avait été prise en compte, car, malgré Kant et Hegel, les philosophes ignorent la géographie. Faut-il incriminer les géographes qui, depuis Vidal de La Blache, ont pris soin de s'enfermer, à l'abri des sciences sociales, du marxisme, de l'épistémologie et de l'histoire des sciences, ou faut-il incriminer les philosophes, indisposés par une géographie inclassable, « déplacée », à cheval entre sciences naturelles et sciences sociales ? La géographie a-t-elle une « place » dans votre archéologie du savoir ? Ne reproduisez-vous pas, en l'archéologisant, la séparation entre sciences de la nature (l'enquête, le tableau) et sciences de l'homme (l'examen, la discipline), dissolvant par là même le lieu où la géographie pourrait s'établir ?

Michel FOUCAULT. — Réponse platement empirique, d'abord. On essaiera ensuite de voir s'il y a autre chose derrière. Si je faisais la liste de toutes les sciences, de toutes les connaissances, de tous les domaines de savoir dont je ne parle pas et dont je devrais parler, et dont je suis proche d'une manière ou d'une autre, la liste serait quasi infinie. Je ne parle pas de biochimie, je ne parle pas d'archéologie. Je n'ai même pas fait une archéologie de l'histoire. Prendre une science parce qu'elle est intéressante, parce qu'elle est importante ou parce que son histoire aurait quelque chose d'exemplaire, ça ne me paraît pas être de bonne méthode. C'est sans doute de bonne méthode si on veut faire une histoire correcte, propre, conceptuellement aseptisée. Mais à partir du moment où on veut faire une histoire qui a un sens, une utilisation, une efficacité politique, on ne peut le faire correctement qu'à la condition qu'on soit lié, d'une manière ou d'une autre, aux combats qui se déroulent dans ce domaine. Ce dont j'ai essayé de faire la généalogie, ça a d'abord été la psychiatrie parce que j'avais une certaine pratique et une certaine expérience de l'hôpital psychiatrique et que je sentais là des combats, des lignes de force, des points d'affrontement, des tensions. L'histoire que j'ai faite, je ne l'ai faite qu'en fonction de ces combats. Le problème, l'enjeu, la gageure étant de pouvoir tenir un discours vrai et qui soit stratégiquement efficace ; ou encore, comment la vérité de l'histoire peut avoir politiquement son effet.

— *Cela rejoint une hypothèse que je vous soumetts : s'il y a des points d'affrontement, des tensions, des lignes de force en géographie, ils sont souterrains du fait même de l'absence de polémique en géographie. Or, ce qui peut attirer un philosophe, un épistémologue, un archéologue, c'est soit arbitrer, soit tirer profit d'une polémique déjà engagée.*

— C'est vrai que l'importance d'une polémique peut attirer. Mais je ne suis aucunement cette espèce de philosophe qui tient ou veut tenir un discours de vérité sur n'importe quelle science. Faire la loi en toute science, c'est le projet positiviste. Je ne suis pas sûr qu'en certaines formes de marxisme « rénové » on n'a pas trouvé une tentation semblable, qui consistait à dire : le marxisme, comme science des sciences, peut faire la théorie de la science et établir le partage entre science et idéologie. Or, cette position d'arbitre, de juge, de témoin universel, est un rôle auquel je me refuse absolument, car il me paraît lié à l'institution universitaire de la philosophie. Si je fais les analyses que je fais, ce n'est pas parce qu'il y a une polémique que je voudrais arbitrer, mais parce que j'ai été lié à certains combats : médecine, psychiatrie, pénalité. Je n'ai jamais entendu faire une histoire générale des sciences humaines, ni faire une critique en général de la possibilité des sciences. Le sous-titre de *Les Mots et les Choses* n'est pas l'archéologie, mais une archéologie des sciences humaines.

C'est à vous, qui êtes liés directement à ce qui se passe en géographie, qui êtes confrontés à tous ces affrontements de pouvoir qui passent par la géographie, c'est à vous de les affronter, de vous donner les instruments qui vous permettraient de combattre là. Et au fond vous devriez me dire : « Vous ne vous êtes pas occupé de cette chose qui ne vous concerne pas tellement et que vous ne connaissez pas bien. » Et moi je vous répondrai : « Si un ou deux des "trucs" (approche ou méthode) que j'ai cru pouvoir utiliser dans la psychiatrie, dans la pénalité, dans l'histoire naturelle peuvent vous servir, j'en suis ravi. Si vous êtes obligés d'en prendre d'autres ou de transformer mes instruments, montrez-le-moi, parce que je pourrai moi aussi en profiter. »

— *Vous vous référez très fréquemment aux historiens : Lucien Febvre,*

Braudel, Le Roy Ladurie. Et vous leur rendez hommage en plusieurs endroits. Il se trouve que ces historiens ont tenté d'engager un dialogue avec la géographie, voire d'instaurer une géo-histoire ou une anthropogéographie. Il y avait, à travers ces historiens, l'occasion d'une rencontre avec la géographie. Par ailleurs, en étudiant l'économie politique et l'histoire naturelle, vous frôliez le domaine géographique. On peut relever ainsi un effleurement constant de la géographie, sans que celle-ci soit jamais prise en compte. Il n'y a dans ma question ni demande d'une hypothétique archéologie de la géographie ni vraiment une déception : seulement une surprise.

— J'ai un peu scrupule à ne répondre que par des arguments de fait, mais je crois qu'il faut aussi se méfier de cette volonté d'essentialité : si vous ne parlez pas de quelque chose, c'est certainement que vous avez des obstacles majeurs que nous allons débusquer. On peut très bien ne pas parler de quelque chose simplement parce qu'on ne le connaît pas, non parce qu'on en a un savoir inconscient et par là inaccessible. Vous me demandiez si la géographie a une place dans l'archéologie du savoir. Oui, à condition de changer la formulation. Trouver une place pour la géographie, cela voudrait dire que l'archéologie du savoir a un projet de recouvrement total et exhaustif de tous les domaines du savoir, ce qui n'est pas du tout ce que j'ai en tête. L'archéologie du savoir n'est jamais qu'un mode d'approche.

C'est vrai que la philosophie, en tout cas depuis Descartes, a toujours été liée en Occident au problème de la connaissance. On n'y échappe pas. Quelqu'un qui se voudrait philosophe et qui ne se poserait pas la question « qu'est-ce que la connaissance ? » ou « qu'est-ce que la vérité ? », en quel sens pourrait-on dire que c'est un philosophe ? Et j'ai beau dire que je ne suis pas un philosophe, si c'est tout de même de la vérité que je m'occupe, je suis malgré tout philosophe. Depuis Nietzsche, cette question s'est transformée. Non plus : quel est le chemin le plus sûr de la Vérité ?, mais quel a été le chemin hasardeux de la vérité ? C'était la question de Nietzsche, c'est aussi la question de Husserl dans *La Crise des sciences européennes*. La science, la contrainte du vrai, l'obligation de vérité, les procédures

ritualisées pour la produire traversent absolument toute la société occidentale depuis des millénaires et se sont maintenant universalisées pour devenir la loi générale de toute civilisation. Quelle en est l'histoire, quels en sont les effets, comment ça se trame avec les rapports de pouvoir ? Si on prend cette voie-là, alors la géographie relève d'une pareille méthode. Il faut bien essayer cette méthode sur la géographie, mais comme on le ferait aussi bien sur la pharmacologie, la microbiologie, la démographie, que sais-je ? Il n'y a pas de place à proprement parler, mais il faudrait pouvoir faire cette archéologie du savoir géographique.

— *Si la géographie n'est pas visible, n'est pas saisie dans le champ que vous explorez, où vous pratiquez vos fouilles, c'est peut-être lié à la démarche délibérément historique ou archéologique qui privilégie en fait le facteur temps. On peut relever ainsi un souci rigoureux de périodisation qui contraste avec le flou, la relative indétermination de vos localisations. Vos espaces de référence sont indistinctement la chrétienté, le monde occidental, l'Europe du Nord, la France, sans que ces espaces de référence soient vraiment justifiés ou même précisés. Vous écrivez que « chaque périodisation découpe dans l'histoire un certain niveau d'événements et, inversement, chaque couche d'événements appelle sa proche périodisation, puis-que, selon le niveau qu'on choisit, on devra délimiter des périodisations différentes, et que, selon la périodisation qu'on se donne, on atteindra des niveaux différents. On accède ainsi à la méthodologie complexe de la discontinuité ». On peut, et même il faut, concevoir et construire une méthodologie de la discontinuité à propos de l'espace et des échelles spatiales. Vous privilégiez, de fait, le facteur temps, au risque de délimitations ou de spatialisations nébuleuses, nomades. Spatialisations incertaines qui contrastent avec le souci de découper des tranches, des périodes, des âges.*

— On touche là un problème de méthode, mais aussi de support matériel, qui est tout simplement la possibilité pour un homme seul de la parcourir. En effet, je pourrais parfaitement dire : histoire de la pénalité en France. Après tout, c'est ce que j'ai fait, pour l'essentiel, avec un certain nombre de débordements, de références, de points d'épingle ailleurs. Si je ne le dis pas, si je laisse flotter une espèce de frontière vague, un

peu occidentale, un peu nomadisante, c'est parce que la documentation que j'ai brassée déborde un peu la France, que très souvent, pour comprendre un phénomène français, j'ai été obligé de me référer à quelque chose qui se passe ailleurs, qui y serait peu explicite, qui est antérieur dans le temps, qui a servi de modèle. Ce qui me permet, sous réserve de modifications régionales ou locales, de situer ces phénomènes dans les sociétés anglo-saxonne, espagnole, italienne, etc. Je ne précise pas davantage, car il serait aussi abusif de dire : « je ne parle que de la France », que de dire : « je parle de toute l'Europe ». Et il y aurait en effet à préciser — mais ce serait un travail à faire à plusieurs — où ce genre de processus s'arrête, à partir d'où on peut dire : « c'est autre chose qui se passe ».

— *Cette spatialisation incertaine contraste avec la profusion de métaphores spatiales : position, déplacement, lieu, champ ; parfois même géographiques : territoire, domaine, sol, horizon, archipel, géopolitique, région, paysage.*

— Eh bien, reprenons-les un peu, ces métaphores géographiques.

Territoire, c'est sans doute une notion géographique, mais c'est d'abord une notion juridico-politique : ce qui est contrôlé par un certain type de pouvoir.

Champ : notion économique-juridique.

Déplacement : se déplacent une armée, une troupe, une population.

Domaine : notion juridico-politique.

Sol : notion historico-géologique.

Région : notion fiscale, administrative, militaire.

Horizon : notion picturale, mais aussi stratégique.

Il n'y a qu'une notion qui soit véritablement géographique, celle d'archipel. Je ne l'ai utilisée qu'une fois, pour désigner, et à cause de Soljénitsyne — l'archipel carcéral —, cette dispersion et en même temps le recouvrement universel d'une société par un type de système punitif.

— Ces notions ne sont pas, certes, strictement géographiques. Ce sont pourtant les notions de base de tout énoncé géographique. On met le doigt ainsi sur le fait que le discours géographique produit peu de concepts, et les prélève un peu partout. Paysage est une notion picturale, mais c'est un objet essentiel de la géographie traditionnelle.

— Mais êtes-vous bien sûr que j'emprunte ces notions à la géographie et pas à ce à quoi la géographie précisément les a empruntées ?

— Ce qu'il faut souligner, à propos de certaines métaphores spatiales, c'est qu'elles sont autant géographiques que stratégiques, et c'est bien normal puisque la géographie s'est développée à l'ombre de l'armée. Entre le discours géographique et le discours stratégique, on peut observer une circulation de notions : la région des géographes n'est autre que la région militaire (de regere, commander), et province n'est autre que le territoire vaincu (de vincere). Le champ renvoie au champ de bataille...

— On m'a assez reproché ces obsessions spatiales, et elles m'ont en effet obsédé. Mais, à travers elles, je crois avoir découvert ce qu'au fond je cherchais : les rapports qu'il peut y avoir entre pouvoir et savoir. Dès lors qu'on peut analyser le savoir en termes de région, de domaine, d'implantation, de déplacement, de transfert, on peut saisir le processus par lequel le savoir fonctionne comme un pouvoir et en reconduit les effets. Vous avez une administration du savoir, une politique du savoir, des rapports de pouvoir qui passent à travers le savoir et qui tout naturellement, si vous voulez les décrire, vous renvoient à ces formes de domination auxquelles se réfèrent des notions comme champ, position, région, territoire. Et le terme politico-stratégique indique comment le militaire et l'administratif viennent effectivement s'inscrire soit sur un sol, soit dans des formes de discours. Qui n'envisagerait l'analyse des discours qu'en termes de continuité temporelle serait nécessairement amené à l'analyser et à l'envisager comme la transformation interne d'une conscience individuelle. Il bâtira encore une grande conscience collective à l'intérieur de laquelle se passeraient les choses.

Métaphoriser les transformations du discours par le biais d'un voca-

bulaire temporel conduit nécessairement à l'utilisation du modèle de la conscience individuelle, avec sa temporalité propre. Essayer de le déchiffrer, au contraire, à travers des métaphores spatiales, stratégiques, permet de saisir précisément les points par lesquels les discours se transforment dans, à travers et à partir des rapports de pouvoir.

— *Althusser, dans Lire Le Capital, pose, et se pose, une question analogue : « Le recours aux métaphores spatiales [...] dont le présent texte fait usage pose un problème théorique : celui de ses titres d'existence dans un discours de prétention scientifique. Ce problème peut être exposé comme suit : pourquoi une certaine forme de discours scientifique requiert-elle nécessairement l'usage de métaphores empruntées à des discours non scientifiques ? »* Althusser, ainsi, présente le recours aux métaphores spatiales comme nécessaire, mais en même temps comme régressif, non rigoureux. Tout laisse à penser au contraire que les métaphores spatiales, loin d'être réactionnaires, technocratiques, abusives ou illégitimes, sont plutôt le symptôme d'une pensée « stratégique », « combattante », qui pose l'espace du discours comme terrain et enjeu de pratiques politiques.

— C'est en effet de guerre, d'administration, d'implantation, de gestion d'un pouvoir qu'il est question dans de telles expressions. Il y aurait à faire une critique de cette disqualification de l'espace qui a régné depuis de nombreuses générations. Est-ce que ça a commencé avec Bergson ou avant ? L'espace, c'est ce qui était mort, figé, non dialectique, immobile. En revanche, le temps, c'était riche, fécond, vivant, dialectique.

L'utilisation de termes spatiaux vous a un petit air d'anti-histoire pour tous ceux qui confondent l'histoire avec les vieilles formes de l'évolution, de la continuité vivante, du développement organique, du progrès de la conscience ou du projet de l'existence. Du moment qu'on parlait en termes d'espace, c'est qu'on était contre le temps. C'est qu'on « niait l'histoire », comme disaient les sots, c'est qu'on était « technocrate ». Ils ne comprenaient pas que, dans le repérage des implantations, des délimitations, des découpages d'objets, des mises en tableau, des organisations de domaines, ce qu'on faisait affleurer, c'étaient des processus — historiques, bien sûr —

de pouvoir. La description spatialisante des faits de discours ouvre sur l'analyse des effets de pouvoir qui leur sont liés.

— Avec Surveiller et Punir, cette stratégorisation de la pensée franchit un nouveau cran. Avec le panoptisme, nous sommes au-delà de la métaphore. Ce qui est en jeu, c'est la description d'institutions en termes d'architecture, de figures spatiales. Vous évoquez même en conclusion la « géopolitique imaginaire » de la ville carcérale. Cette figure panoptique rend-elle compte de l'appareil d'Etat dans son ensemble ? Il apparaît, dans votre dernier livre, un modèle implicite du pouvoir : une dissémination de micropouvoirs, un réseau d'appareils dispersés, sans appareil unique, sans foyer ni centre, et une coordination transversale d'institutions et de technologies. Pourtant, vous signalez l'étatisation des écoles, hôpitaux, maisons de correction et d'éducation jusqu'alors pris en charge par les groupes religieux ou les associations de bienfaisance. Et parallèlement se met en place une police centralisée exerçant une surveillance permanente, exhaustive, capable de tout rendre visible à condition de se rendre elle-même invisible. « L'organisation de l'appareil policier sanctionne au XVIII^e siècle la généralisation des disciplines et atteint aux dimensions de l'Etat. »

— Par le panoptisme, je vise un ensemble de mécanismes qui jouent parmi tous les faisceaux de procédure dont se sert le pouvoir. Le panoptisme a été une invention technologique dans l'ordre du pouvoir, comme la machine à vapeur dans l'ordre de la production. Cette invention a ceci de particulier qu'elle a été utilisée à des niveaux d'abord locaux : écoles, casernes, hôpitaux. On y a fait l'expérimentation de la surveillance intégrale. On a appris à dresser des dossiers, à établir des notations et des classements, à faire la comptabilité intégrative de ces données individuelles. Bien sûr, l'économie — et la fiscalité — avaient utilisé déjà certains de ces procédés. Mais la surveillance permanente d'un groupe scolaire ou d'un groupe de malades, c'est autre chose. Et ces méthodes ont été, à partir d'un certain moment, généralisées. De cette extension, l'appareil policier a été un des principaux vecteurs, mais aussi l'administration napoléonienne. Je crois avoir cité une très belle description du rôle des pro-

cureurs généraux dans l'Empire comme étant l'œil de l'empereur, et, du premier procureur général à Paris au petit substitut en province, c'est un seul et même regard qui surveille les désordres, prévient les dangers de criminalité, sanctionne toutes les déviations. Et si par hasard quelque chose dans ce regard universel venait à se relâcher, si ça s'endormait quelque part, alors l'Etat ne serait pas loin de sa ruine. Le panoptisme n'a pas été confisqué par les appareils d'Etat, mais ceux-ci se sont appuyés sur ces sortes de petits panoptismes régionaux et dispersés. De sorte que, si on veut saisir les mécanismes de pouvoir dans leur complexité et leur détail, on ne peut pas s'en tenir à l'analyse des seuls appareils d'Etat. Il y aurait un schématisme à éviter — schématisme que d'ailleurs on ne trouve pas chez Marx lui-même —, qui consiste à localiser le pouvoir dans l'appareil d'Etat, et à faire de l'appareil d'Etat l'instrument privilégié, capital, majeur, presque unique, du pouvoir d'une classe sur une autre classe. En fait, le pouvoir dans son exercice va beaucoup plus loin, passe par des canaux beaucoup plus fins, est beaucoup plus ambigu, parce que chacun est au fond titulaire d'un certain pouvoir et, dans cette mesure, véhicule le pouvoir. Le pouvoir n'a pas pour seule fonction de reproduire les rapports de production. Les réseaux de la domination et les circuits de l'exploitation interfèrent, se recoupent et s'appuient, mais ils ne coïncident pas.

— *Si l'appareil d'Etat n'est pas le vecteur de tous les pouvoirs, il n'en est pas moins vrai, et tout particulièrement en France avec le système panoptico-préfectoral, qu'il coiffe l'essentiel des pratiques disciplinaires.*

— La monarchie administrative de Louis XIV et Louis XV, si fortement centralisée, a certainement été un premier modèle. Vous savez que c'est dans la France de Louis XV qu'on a inventé la police. Je n'ai aucunement l'intention de diminuer l'importance et l'efficacité du pouvoir d'Etat. Je crois simplement qu'à trop insister sur son rôle, et sur son rôle exclusif, on risque de manquer tous les mécanismes et effets de pouvoir qui ne passent pas directement par l'appareil d'Etat, qui souvent le supportent bien mieux, le reconduisent, lui donnent son maximum d'efficacité. On a avec la société soviétique l'exemple d'un appareil d'Etat qui a changé de mains et qui laisse les hiérarchies sociales, la vie de famille, la sexualité,

le corps à peu près comme ils étaient dans une société de type capitaliste. Les mécanismes de pouvoir qui jouent à l'atelier entre l'ingénieur, le contremaître et l'ouvrier, croyez-vous qu'ils sont très différents en Union soviétique et ici ?

— Vous avez montré comment le savoir psychiatrique portait en lui, supposait, exigeait la clôture de l'asile, comment le savoir disciplinaire portait en lui le modèle de la prison, la médecine de Bichat l'enceinte de l'hôpital, et l'économie politique la structure de l'usine. On peut se demander, autant comme une boutade qu'à titre d'hypothèse, si le savoir géographique ne porte pas en lui le cercle de la frontière, qu'elle soit nationale, départementale ou cantonale. Et donc si aux figures d'enfermement que vous avez relevées — celles du fou, du délinquant, du malade, du prolétaire — il ne faut pas ajouter celle du citoyen soldat. L'espace de l'enfermement serait alors infiniment plus vaste et moins étanche ?

— C'est fort séduisant. Et, selon vous, ce serait l'homme des nationalités ? Car ce discours géographique qui justifie les frontières, c'est le discours du nationalisme.

— La géographie étant avec l'histoire constitutive de ce discours national, ce que marque bien l'instauration de l'école de Jules Ferry, qui confie à l'histoire-géographie la tâche d'enracinement et d'inculcation de l'esprit civique et patriotique.

— Avec comme effet la constitution d'une identité. Car mon hypothèse, c'est que l'individu n'est pas la donnée sur laquelle s'exerce et s'abat le pouvoir. L'individu, avec ses caractéristiques, son identité, dans son épingle à soi-même, est le produit d'un rapport de pouvoir qui s'exerce sur des corps, des multiplicités, des mouvements, des désirs, des forces.

D'ailleurs, sur les problèmes de l'identité régionale, et sur tous les conflits qu'il peut y avoir entre elle et l'identité nationale, il y aurait beaucoup de choses à dire.

— La carte comme instrument de savoir-pouvoir traverse les trois seuils que vous avez distingués : mesure chez les Grecs, enquête au Moyen Âge, examen au XVIII^e. La carte épouse chacun des seuils, se transforme d'ins-

trument de mesure en instrument d'enquête pour devenir aujourd'hui instrument d'examen (carte électorale, carte des perceptions, etc.). Il est vrai que l'histoire de la carte (ou son archéologie) ne respecte pas « votre » chronologie.

— Une carte des votes exprimés ou des options électorales : c'est un instrument d'examen. Je crois qu'il y a eu historiquement cette succession des trois modèles. Mais il est bien entendu que ces trois techniques ne sont pas restées isolées les unes des autres. Elles se sont immédiatement contaminées. L'enquête a utilisé la mesure, et l'examen a utilisé l'enquête. Puis l'examen a rebondi sur les deux autres, de sorte que nous retrouvons un aspect de votre première question : est-ce que distinguer examen et enquête ne reconduit pas la division science sociale - science de la nature ? En effet, je voudrais voir comment l'enquête comme modèle, comme schéma administratif, fiscal et politique, a pu servir de matrice à ces grands parcours qui ont eu lieu depuis la fin du Moyen Âge jusqu'au XVIII^e siècle, et où les gens sillonnant le monde récoltaient des informations. Ils ne les récoltaient pas à l'état brut. Littéralement, ils enquêtaient, suivant des schémas chez eux plus ou moins clairs, plus ou moins conscients. Et je crois que les sciences de la nature se sont en effet logées à l'intérieur de cette forme générale qu'était l'enquête — comme les sciences de l'homme sont nées à partir du moment où ont été mises au point les procédures de surveillance et d'enregistrement des individus. Mais ça n'était que le point de départ.

Et, par les croisements qui se sont immédiatement produits, enquête et examen ont interféré, et par conséquent sciences de la nature et sciences de l'homme ont également entrecroisé leurs concepts, leurs méthodes, leurs résultats. Je crois que dans la géographie on aurait un bel exemple d'une discipline qui utilise systématiquement enquête, mesure et examen.

— *Il y a d'ailleurs dans le discours géographique une figure omniprésente : celle de l'inventaire, ou catalogue. Et ce type d'inventaire met à contribution le triple registre de l'enquête, de la mesure et de l'examen. Le géographe — c'est peut-être sa fonction essentielle, stratégique — collecte l'information. Inventaire qui à l'état brut n'a pas grand intérêt, et*

qui n'est en fait utilisable que par le pouvoir. Le pouvoir n'a pas besoin de science, mais d'une masse de renseignements, qu'il est, par sa position stratégique, à même d'exploiter.

On comprend mieux ainsi la faible portée épistémologique des travaux géographiques, alors qu'ils sont (ou plutôt étaient) d'un profit considérable pour les appareils de pouvoir. Ces voyageurs du XVII^e ou ces géographes du XIX^e étaient en fait des agents de renseignements qui collectaient et cartographiaient l'information, information qui était directement exploitable par les autorités coloniales, les stratèges, les marchands ou les industriels.

— Je peux citer un fait que je donne sous toutes réserves. Une personne spécialisée dans les documents datant du règne de Louis XIV, en consultant la correspondance diplomatique du XVII^e siècle, s'est aperçue que beaucoup de récits, qui ont été ensuite reproduits comme récits de voyageurs et qui rapportent un tas de merveilles, de plantes incroyables, d'animaux monstrueux, étaient en réalité des récits codés. C'étaient des renseignements précis sur l'état militaire du pays traversé, les ressources économiques, les marchés, les richesses, les possibilités de relation. De sorte que beaucoup de gens mettent au compte de la naïveté tardive de certains naturalistes et géographes du XVIII^e des choses qui étaient en réalité des renseignements extraordinairement précis, dont il semble qu'on ait la clé.

— En nous demandant pourquoi la géographie n'avait connu aucune polémique, nous avons tout de suite songé à la faible influence que Marx avait exercée sur les géographes. Il n'y a pas eu de géographie marxiste, ni même de tendance marxiste en géographie. Les géographes qui se réclament du marxisme bifurquent en fait vers l'économie ou la sociologie, privilégient les échelles planétaire et moyenne. Marxisme et géographie s'articulent difficilement. Peut-être le marxisme, en tout cas *Le Capital* et, de façon générale, les textes économiques, en privilégiant le facteur temps, se prête-t-il mal à la spatialisation. Est-il question de cela dans ce passage d'un entretien où vous dites : « Quelle que soit l'importance des modifications apportées aux analyses de Ricardo, je ne crois pas que ses analyses économiques échappent à l'espace épistémologique instauré par Ricardo » ?

— Marx, pour moi, ça n'existe pas. Je veux dire cette espèce d'entité qu'on a construite autour d'un nom propre, et qui se réfère tantôt à un certain individu, tantôt à la totalité de ce qu'il a écrit, tantôt à un immense processus historique qui dérive de lui. Je crois que ses analyses économiques, la manière dont il analyse la formation du capital sont pour une grande part commandées par les concepts qu'il dérive de la trame même de l'économie ricardienne. Je n'ai aucun mérite à le dire, c'est Marx lui-même qui l'a dit. Mais prenez en revanche son analyse de la Commune de Paris ou son *18 Brumaire de Louis-Napoléon*, vous avez là un type d'analyse historique qui manifestement ne relève pas d'un modèle du XVIII^e siècle.

Faire fonctionner Marx comme un « auteur », localisable dans une mine discursive unique et susceptible d'une analyse en termes d'originalité ou de cohérence interne, c'est toujours possible. Après tout, on a bien le droit d'« académiser » Marx. Mais c'est méconnaître l'éclatement qu'il a produit.

— *Si on relit Marx à travers une exigence spatiale, son œuvre apparaît hétérogène. Il y a des pans entiers qui dénotent une sensibilité spatiale étonnante.*

— Il y en a de très remarquables. Ainsi tout ce que Marx a écrit sur l'armée et son rôle dans le développement du pouvoir politique. Ce sont des choses très importantes qui ont pratiquement été laissées en jachère, au profit des incessants commentaires sur la plus-value.

J'ai bien aimé cet entretien avec vous, parce que j'ai changé d'avis entre le début et la fin. Il est vrai qu'au début je croyais que vous revendiquiez la place de la géographie comme les professeurs qui protestent quand on leur propose une réforme de l'enseignement : « Vous avez diminué l'horaire de sciences naturelles ou la musique... » Alors je me suis dit : « Ils sont gentils de vouloir qu'on leur fasse leur archéologie, mais après tout, qu'ils la fassent eux-mêmes. » Je n'avais pas du tout perçu le sens de votre objection. Je me rends compte que les problèmes que vous posez à propos de la géographie sont essentiels pour moi. Entre un certain nombre de choses que j'ai mises en rapport, il y avait la géographie.

qui était le support, la condition de possibilité du passage de l'un à l'autre. J'ai laissé des choses en suspens ou j'ai fait des rapports arbitraires.

Plus je vais, plus il me semble que la formation des discours et la généalogie du savoir ont à être analysées à partir non des types de conscience, des modalités de perception ou des formes d'idéologies, mais des tactiques et stratégies de pouvoir. Tactiques et stratégies qui se déploient à travers des implantations, des distributions, des découpages, des contrôles de territoires, des organisations de domaines qui pourraient bien constituer une sorte de géopolitique, par où mes préoccupations rejoindraient vos méthodes. Il y a un thème que je voudrais étudier dans les années qui viennent : l'armée comme matrice d'organisation et de savoir — la nécessité d'étudier la forteresse, la « campagne », le « mouvement », la colonie, le territoire. La géographie doit bien être au cœur de ce dont je m'occupe.



NOS HÉRODOTE * HAS
Juillet / septembre 1976

Des questions de Michel Foucault à *Hérodote*

Michel Foucault, dont *Hérodote* a publié une longue interview dans son premier numéro, a bien voulu nous adresser ces questions — ce qu'il considère comme une nouvelle étape vers une collaboration. Nous avons fait circuler sa lettre parmi les membres du groupe de discussion. Faute de temps, plusieurs d'entre eux n'ont pas pu répondre à temps pour ce numéro. Nous publierons donc l'ensemble des commentaires dans le n° 3 qui sera lui aussi consacré aux questions de stratégie. Le n° 4 portant sur les problèmes de la géographie scolaire et universitaire, ceux qui voudraient faire connaître leur point de vue peuvent s'adresser au secrétariat de la revue.

Ce ne sont pas des questions que je vous pose à partir d'un savoir que j'aurais. Ce sont des interrogations que je me pose, et que je vous adresse, pensant que vous êtes sans doute plus avancés que moi sur ce chemin.

1. La notion de stratégie est essentielle quand on veut faire l'analyse du savoir et de ses rapports avec le pouvoir. Implique-t-elle nécessairement qu'à travers le savoir en question on fait la guerre ?

La stratégie ne permet-elle pas d'analyser les rapports de pouvoir comme technique de *domination* ?

Ou faut-il dire que la domination n'est qu'une forme continuée de la guerre ?

Autrement, quelle extension donnez-vous à la notion de *stratégie* ?

2. Si je vous comprends bien, vous cherchez à constituer un savoir des espaces. Est-il important pour vous de le constituer comme science ?

Ou accepteriez-vous de dire que la coupure qui marque le seuil de la science n'est qu'une manière de disqualifier certains savoirs, ou de les faire échapper à l'examen ?

Le partage entre science et savoir non scientifique est-il un effet de pouvoir lié à l'institutionnalisation des connaissances dans l'Université, les centres de recherche, etc.

3. Il me semble que vous liez l'analyse de l'espace ou des espaces moins à la production et aux « ressources » qu'à l'exercice du pouvoir.

Est-ce que vous pouvez esquisser ce que vous entendez par pouvoir ? (Par rapport à l'Etat et à ses appareils, par rapport à la domination de classe.)

Ou considérez-vous que l'analyse du pouvoir, de ses mécanismes, de son champ d'action en est encore à ses débuts et qu'il est trop tôt pour donner des définitions générales ?

En particulier, pensez-vous qu'on puisse répondre à la question : qui a le pouvoir ?

4. Pensez-vous qu'il est possible de faire une géographie — ou, selon les échelles, des géographies — de la médecine (non pas des maladies, mais des implantations médicales avec leur zone d'intervention et leur modalité d'action) ?

Olivier Bernard

Maurice Ronai

1. *L'armée, matrice du pouvoir*

Pour nous, le pouvoir moderne est la forme continuée, non de la guerre, mais de l'armée.

En rassemblant, dès la fin du XVII^e siècle, une collectivité fondée sur le « don de la vie », le sacrifice du corps, l'armée se confronte à la gestion d'une multiplicité d'individus, mal rétribués, faiblement dévoués à la cause du Prince, nullement acquis aux objectifs de guerre¹. Dans « Surveiller et punir », on voit comment toute une politique de microcoercitions, un travail sur le corps, une manipulation calculée de ses éléments, des gestes, toute une microphysique de la domination

supplacent les formules de pouvoir fondées sur la vassalité, la domesticité ou l'ascétisme monastique.

Ces aménagements subtils, ces dispositifs minutieux, apparemment mineurs, jamais innocents, investissent les corps des soldats, structurent l'espace de la caserne, programment le temps de la manœuvre, découpent en segments les opérations de l'exercice pour rentabiliser, soumettre, discipliner. Obéissance, efficacité, cohésion, économie. Ces procédures, testées sur les troupes, l'armée les exporte dans les établissements qu'elle contrôle : hôpitaux militaires, bagnes, écoles militaires, arsenaux, fabriques d'armes, villes-garnisons.

Il faut se défaire d'une conception de l'histoire qui isole la « première fois », le lieu et le moment d'émergence d'une innovation, la source inaugurale. Si nous disons que l'armée est la matrice, le laboratoire, le modèle du pouvoir moderne,

1. Par armée, il faut entendre le corps spécialisé dans la gestion de la violence, dans l'usage de la menace de mort, dans le quadrillage du territoire, la défense des frontières ou la conquête. Machine permanente sous l'autorité directe du souverain, recrutée sur place, parmi les sujets. Instrument de la puissance royale, l'armée moderne s'oppose aux armées féodales, sous l'autorité du seigneur, aux troupes de mercenaires, coûteuses, sous l'autorité de leur chef. D'un même mouvement, la monarchie absolue détruit les places fortes seigneuriales, s'approprie et unifie les bandes armées aristocratiques, fonde les corps d'élite (mousquetaires du roi, dragons), institue la conscription avec tirage au sort. Richelieu, puis Louis XIV désarment l'aristocratie et militarisent l'Etat. Utilisant consciemment la supériorité démographique française, ils forcent un instrument économique (grands travaux, ports, canaux, manufactures, fabriques d'armes) et militaire (flotte, réseau de casernes et de forteresses, généralisation du fusil) qui instaure le complexe *militaro-manufacturier*. En se constituant comme machine séparée, gérante de l'ordre, des frontières, de la puissance, l'armée se confronte aux faiblesses de l'administration monarchique. C'est Vauban qui dénonce le système de prélèvement fiscal, l'absence de dénombrement des richesses matérielles et humaines.

ce n'est pas tant que ces procédures de pouvoir y apparaissent pour la première fois — elles pénètrent d'ailleurs en même temps dans des écoles, des hôpitaux, des prisons, des usines — mais qu'elles y sont employées de façon massive, systématique, exemplaire, sur tout le territoire, sur des effectifs importants².

En décrivant la discipline, vous n'avez décrit qu'un régime de pouvoir : celui du temps de paix. Car le pouvoir, comme l'armée, est régi par une stricte polarité paix-guerre. En temps de guerre, dans la conquête, l'invasion, l'occupation, la répression des populations insurgées, le pouvoir n'est en œuvre d'autres procédures : couvre-feu, prises d'otages, quadrillage absolu, contrôle des déplacements. L'état de siège. En temps de paix, les coercitions discrètes, une violence diffuse, feutrée, dispersée, homéopathique. En temps de guerre, les coercitions brutales, une violence affirmée, affichée, le recours explicite à la menace de mort.

Le droit militaire, mais aussi le droit civil enregistrent bien cette coupure du temps.

Il n'y a pas un régime normal — la discipline — et un autre qui serait un *au-delà*, l'exception à la règle. On ne recourt pas à l'état de siège seulement quand la discipline a failli. Le choix résulte d'un cynique calcul de rentabilité, d'une évaluation des coûts et profits sociaux. Ce sont des régimes stratégiques, au sens d'économies, de modes d'administration du pouvoir³.

Les firmes multinationales, qui opèrent sur des temps courts, moyens et longs, qui jouent, à différentes échelles, sur la mobilité de leurs équipements et la fluidité de leurs investissements, misent ici sur la discipline et là sur l'état de siège. Elles subventionnent des putsch militaires et des groupes d'extrême droite pour faire pression sur les salaires et briser l'encadrement syndical (Chili, Argentine) et, ailleurs, exigent la levée de l'état de siège pour exploiter plus finement les capacités de travail d'un prolétariat qualifié et s'assurer le minimum de coopération (Espagne, Grèce). Bien plus : il y a des états de siège partiels : un quartier (la ceinture industrielle de Téhéran), une

2. Rochefort, port militaire, sert de laboratoire pour les dispositifs de contrôle médical (contagions), policiers (déserteurs), fiscal (marchandises).

La filiation armée-Etat est particulièrement visible aux colonies, où une présence militaire, d'ailleurs minime, fonde l'Empire colonial, souvent de sa propre initiative.

3. C'est précisément cette polarité paix-guerre que tentent d'approcher les théories du pouvoir : idéologie/violence, légémonie/domination. Pensant le pouvoir essentiellement à travers le prisme de l'Etat, comme pouvoir d'une classe ou d'un bloc de classes qui hégémonise les classes exploitées à travers des idéologies ou des appareils idéologiques d'Etat, ces théories n'imaginent le passage du consensus à la force qu'en termes de faillite des appareils ou de fissure du bloc au pouvoir. L'abandon du parlementarisme ne sanctionne pas toujours l'échec des procédures « démocratiques ».

usine (Ciroën), une ville (Cordoba), une région (Sud-Liban, Bohême), une branche industrielle (le nucléaire)⁴.

Ces deux régimes stratégiques se déploient en *campagnes*, les stratégies proprement dites : conduites rationnelles, menées en fonction d'adversaires supposés rationnels, délimitant un territoire, et visant un objectif. Enfin, ces campagnes se ramifient en *opérations*, menées sur un temps court, les stratagèmes.

2. L'enjeu : pas la vérité, le succès

L'armée, se constituant en appareil séparé, élabore conjointement procédures de savoir et de pouvoir. On relève ainsi l'émergence d'un génie militaire comme art et technique de construction de forteresses, casernes, ponts et routes, comme mise en œuvre d'axes de communication et plus tard de moyens de transmission. Le génie militaire inaugure tout à la fois l'urbanisme, l'architecture, la technologie du bâtiment : Vauban. De la même manière, les méthodes de calcul dans l'intendance, de dénombrement pour le recrutement et, plus tard, la conscription, les modalités de contrôle des richesses inaugurent la statistique, la démographie, la comptabilité. Encore Vauban. Quant aux inventaires descriptifs, ces catalogues exhaustifs portant sur le climat, les fleuves, les populations, leurs coutumes, l'organisation politique et militaire de

Il n'est pas surprenant que le modèle des régimes stratégiques, des stratégies et des stratagèmes soit militaire. Après tout, c'est la pensée militaire qui cristallise la dissymétrie paix-guerre, l'élaboration de campagnes ou de plans opérationnels et secrète l'obsession prévisionnelle, le phantasme prospectif, l'impératif d'anticipation qui hantent les hommes de pouvoir.

l'adversaire, les relevés topographiques, enfin le rassemblement de cette information sous forme de cartes, il a déjà été montré comment la géographie en était l'héritière.

Ces savoirs ne revendiquent pas la scientificité. Leur enjeu n'est pas la vérité, mais le succès.

La géographie relèverait autant des savoirs *opérationnels*, sanctionnés par une pratique (gain ou perte), qui impose des contours mouvants, élastiques (comme ceux de la médecine, de l'agronomie, de l'architecture), irrespectueux des frontières dessinées au XIX^e entre sciences de la nature et sciences de l'homme, que des savoirs *académiques*, dont le découpage délimite des sciences lisses, homogènes, à l'objet spécifié.

4. La prolifération des centrales multiplie les micro-états de siège, encore ponctuels, et tend, qui sait, à leur généralisation.

Les savoirs académiques invoquent leur légitimité par le spectacle d'une scientificité : ils trouvent leur sanction sur le marché des idées : édition, filières de promotion universitaire, critères de recrutement, attribution de crédits. Les savoirs opérationnels préparent la décision, informent les stratégies, qu'elles visent l'ordre, la santé, le profit ou la victoire.

3. Lieux de pouvoir / lieux de non-pouvoir

A la question « qui a le pouvoir ? », on n'a, et on ne peut avoir, qu'une réponse théorique (ça ne se possède pas, ça s'exerce...), ou propagandiste, politiquement pertinente (la bourgeoisie, bien sûr). Cette dernière réponse laisse de côté ce que l'autre désigne : l'ubiquité, la fluidité, la dispersion du pouvoir. Une autre question nous semble productive : où est le pouvoir — plutôt : où s'inscrit-il ? Il faut dès lors localiser ses points d'ancrage, repérer des *champs* de pouvoir, montrer comment il irrigue le champ social.

On peut isoler trois types d'analyses du pouvoir : politico-juridique, centrée sur l'appareil d'Etat ; socio-économique, centrée sur la domination de classe ; topologico-machinique, centrée sur les dispositifs et les agencements.

Elles sont imprégnées par des représentations spatiales :

— *ville-campagne* : en ville se fixe l'autorité, se concentre la force, s'accu-

mule la rente prélevée sur des paysanneries subjuguées, dominées, contenues. Le référent historique, ce sont les sociétés asiatiques ou esclavagistes ;

— *centre-périphérie* : c'est le passage à la limite, à l'échelle planétaire (ou à l'échelle nationale pour les mouvements régionalistes) de l'opposition ville-campagne. Ce centre désignerait le cœur, ou les cœurs, des systèmes impérialistes qui, par la force ou l'échange inégal, exerceraient une domination sur les « vastes paysanneries du tiers monde ». Schéma esquissé par Roukharine, repris par Samir Amin, largement ressassé depuis.

Il y aurait des bayes, des sièges, des sources de pouvoir et des marges exclues, dépossédées, qui subiraient un pouvoir externe. En somme, un dedans et un dehors.

Ces trois séries métaphoriques tentent d'identifier une origine, un cerveau dont tout procède, dont les décisions sont subies partout et par tous. Le problème théorique d'une telle représentation, c'est le centrage. Le modèle extrême, celui vers lequel tout pouvoir tendrait, c'est l'autocratie, où le pouvoir est assuré sans partage.

Enfin, l'idée circule que certains lieux, par leur éloignement du centre, sa tolérance ou son indifférence, échapperaient au pouvoir. *No man's land*. *No power's land*. On pourrait y constituer des isolats, des zones libérées sans combat. Ces lieux sont proprement u-topiques, car ils n'existent pas.

Ces représentations spatiales pointent, en terme de proximité ou d'éloignement, de densité et de concentration, un problème réel. *Le pouvoir ne s'exerce pas partout avec la même intensité.*

Nous proposons, très provisoirement, de décrire le pouvoir comme réseau ramifié de conduites, canalisations, filières, à travers lesquelles circulent *décisions* — injonctions, directives, commandements — et *informations* — enquêtes, rapports, comptes rendus. A la métaphore machinique, nous préférons la métaphore hydraulique : quadrillage du territoire à travers un maillage.

Le modèle de ce réseau d'irrigation, ce n'est pas le système cardio-vasculaire, mais l'appareil militaire, encore une fois, à travers lequel s'élaborent, au XVIII^e siècle (et bien avant, à Rome), pour la conquête ou la dissuasion, des *tabulae* (les centuriations romaines) qui, pour telle superficie de territoire, pour telle configuration géomorphologique et végétale, pour telle densité humaine, assignent une certaine quantité de troupes, sous l'autorité d'un certain grade, dotées d'un certain équipement.

Les maillages — préfectoral, policier, militaire, ecclésiastique, scolaire, pénitentiaire, judiciaire, industriel, commercial, mais aussi politiques et syndicaux — se combinent, se recoupent, se concurrencent. Chacun détermine son zonage d'application, plus ou moins fin, dense, capillarisé,

mais tous font correspondre un territoire (échelle spatiale) avec un degré d'autonomie de décision (échelle d'autorité), un grade (échelle hiérarchique). Les champs de pouvoir résultent de ces maillages.

Nous avons distingué deux régimes de pouvoir (question 1). Le maillage comme système de *dispersion* est opérant pour la discipline comme pour l'état de siège, mais ce dernier peut procéder par *aspersion*, brutale, ponctuelle, « aérienne ».

Il y a toujours quelque danger à filer une métaphore jusqu'au bout, mais nous voulons attirer l'attention sur ce qui donne cohérence à une formation sociale, la fluidité de la décision et de l'information, mais aussi le système de régulation des conflits. Leur canalisation doit être comprise comme tactique spatiale. Ainsi les protagonistes peuvent avoir intérêt à fixer une lutte, ou à l'étendre. Le maillage, avec ses barrages, ses filières, ses rigoles, peut isoler (abois de fixation), noyer, répandre, latéraliser des résistances, des révoltes. D'où l'enjeu, décisif, pour les réseaux politiques et syndicaux de s'intégrer ou non dans le maillage global, de se constituer ou non en contre-réseau, en maillage alternatif. Ils peuvent viser le compromis (jonction, adduction) ou la rupture (capture, détournement, fuite et organisation des fuites).

Olivier BERNARD
Maurice RONAI

1. Pouvoir d'échelles

La notion de stratégie s'applique, dans le vocabulaire courant, à une série de termes. Nous retiendrons, en ce qui nous concerne, le fait que toute stratégie implique un plan élaboré en fonction d'un ennemi, réel ou imaginaire, concret ou potentiel.

La stratégie qui nous occupe est celle qui correspond à une pratique de domination de l'espace, sous toutes ses formes.

Penser, organiser l'espace est une des préoccupations du pouvoir. Si toute stratégie de pouvoir a une dimension spatiale, le pouvoir a aussi une pratique de domination de l'espace adéquate à sa stratégie.

Cette pratique de domination spatiale ne s'identifie pas totalement à la pratique militaire. Cette dernière n'est qu'un aspect, concentré peut-être sur le plan institutionnel, de la pratique spatiale du pouvoir. Elle se situe sur le plan du « savoir penser l'espace » d'un pouvoir peu élaboré. Ce qui caractérise le pouvoir, c'est que sa complexité interne va de pair avec une intervention multiforme sur le plan de l'espace.

Au stade des territoires restreints, des autorités faibles ou émiettées, le « savoir penser l'espace » se résume au savoir penser la guerre. Les couches dirigeantes réfléchissent à grande échelle, comme le chef d'un bastion se préoccupe essentielle-

ment de la topographie de l'espace réduit qu'il est chargé de mettre en défense, et non pas des données stratégiques dans lesquelles il se situe.

Quand le pouvoir est capable de raisonner à une échelle plus petite, son savoir stratégique se diversifie. Cela est sans doute surtout vrai pour le pouvoir étatique, dont la guerre ou la menace de guerre n'est plus le seul moyen de l'extension ou du maintien de son hégémonie sur un espace donné. La montée d'une série de forces, en particulier sur le plan économique, est basée sur une compréhension du jeu des espaces. Leur stratégie élaborée à petite échelle (il faudrait définir plus rigoureusement le niveau d'analyse privilégié par les différents états-majors) n'est souvent perçue qu'à grande échelle (ou plus simplement à une autre échelle) ce qui occulte sa signification.

Décoder la pratique spatiale des différents pouvoirs, c'est dévoiler leur stratégie sociale en termes d'espace, c'est éclairer les mécanismes profonds de la force de ceux qui dominent et de la faiblesse des dominés.

La stratégie (comme savoir/pratique de l'espace) peut servir à subvertir le pouvoir lui-même. Ce savoir/pratique ne peut pas être neutre, et, s'il s'agit de l'utiliser, il faut ainsi le réinventer. La mise en évidence du « savoir penser l'espace » du pouvoir doit permettre de fonder avec les masses en lutte une nouvelle pratique spatiale efficace.

2. Science et idéologie

La reconnaissance du statut scientifique à certains savoirs est sans doute une certaine forme de hiérarchisation de ces savoirs liée à un statut de pouvoir et à un consensus social, ce même temps qu'à une nécessaire tendance à la rigueur interne.

La place de la géographie dans ce processus est sans doute originale. Liée au pouvoir en tant que savoir stratégique, la géographie s'est dépolitisée en même temps qu'elle s'est « scientifiée ». L'établissement de ce statut scientifique, à travers essentiellement l'institution universitaire, a transféré la géographie du domaine du savoir stratégique au rang d'accessoire de l'arsenal idéologique du pouvoir. Ce passage a été renforcé par l'évolution épistémologique interne (dans le cas de la géographie française) qui, privilégiant la science des lieux et non celle des hommes, a refusé dans le même temps tout « savoir des espaces ».

Ce « savoir des espaces », occulté par la « science » géographique, mais en partie nourri par elle, est avant tout une pratique au niveau du pouvoir et de ses états-majors. Le problème actuel ne consiste ni à critiquer sur le plan de l'épistémologie interne la géographie, ni à mettre en place une nouvelle science spatiale (nouvelle géographie ou géographie ravalée).

Plutôt que de se placer sur le plan d'un débat scientifique, il convient de décrire un savoir qui fonctionne sur la réalité

et que l'on peut tenter de saisir au niveau d'une pratique.

3. L'Etat

La notion de pouvoir doit toujours être reliée à l'approche que l'on a du type d'organisation sociale dont il est le principe organisateur. Eviter cette référence, contourner cette réalité, c'est s'exposer à des dérapages dans l'analyse et mettre sous les mêmes mots des notions différentes. Le pouvoir qui nous préoccupe, c'est celui que nous subissons actuellement dans notre société, non un pouvoir abstrait, atemporel.

La connaissance de ce pouvoir, sa délimitation, la mise en valeur de ses techniques de domination ne se résume pas à une approche exclusivement spatiale. Ce pouvoir, essentiellement hiérarchisé, s'identifie au pouvoir de l'Etat, garant et sommet de cette hiérarchie. C'est le bras armé de l'organisation sociale, et cette connotation en fait l'un des objectifs essentiels de notre étude. Cartographier le pouvoir, c'est d'abord cartographier le pouvoir d'Etat à tous ses échelons, définir ses différents types de domination de l'espace, déceler ses zones de faiblesses ou de contradictions. Tel devrait être le but d'un « savoir des espaces » pour lequel nous nous battons.

Ce pouvoir, hiérarchisé et concentré, s'élargit et se reproduit aux diverses instances sociales. Cette hiérarchisation et cette concentration sont l'œuvre des états-

majors qui établissent dans leur pratique de véritables réseaux de pouvoirs où des zones particulièrement dangereuses sont quadrillées. Dans cette perspective, le processus de production doit être au centre de notre savoir/pratique de l'espace, car ce savoir et cette pratique, au niveau du pouvoir, sont pensés en fonction de lui.

Plutôt que d'énumérer productions et ressources, bien qu'il ne s'agisse pas de sous-estimer l'importance des données, d'autant que le pouvoir les cache parfois, il nous semble plus pertinent de situer la place stratégique de ces éléments dans l'espace ou le jeu combiné des différents espaces de pouvoir. La superposition de la carte des données et celle des réseaux de pouvoir livrerait certainement quelques clés de l'enjeu spatial des affrontements sociaux.

Notre préoccupation doit-elle cepen-

dant se limiter à l'élucidation critique du pouvoir actuel dans ses mécanismes et dans la délimitation de ses différents aspects ? Cette critique a pour fonction de saisir et d'orienter les résonances spatiales des luttes de ceux que le pouvoir opprime.

Dans l'analyse de la gestation de contre-pouvoirs populaires qui tournent nécessairement, mais pas exclusivement, autour du pouvoir d'Etat, l'enjeu est aussi de définir le pouvoir révolutionnaire comme réseaux de pouvoir pris en main par les différents agents du processus social et mis sous leur contrôle.

A la question de savoir qui a le pouvoir, s'il faut tenter d'abord, peut-être, de répandre où il se trouve, c'est avant tout pour savoir à qui il sert.

Jean-Michel BRABANT

Alain Joxe

1. Stratégie : art d'élaborer des décisions conformes à la défense d'un intérêt en tenant compte du système des intérêts confrontés et des possibilités de décisions et de défense de ces autres intérêts. (Définition « proche » de celle de la

théorie des jeux, bien plus que de celle de la stratégie militaire où la notion de temps est introduite d'emblée.)

Cette généralisation de la notion de stratégie est un fait sémantique. On peut le déplorer parce que cela veut dire finalement tout ce qu'on veut, à partir du moment où l'on se donne des hommes pensants et agissants : d'où, « stratégie

amoureuse », « stratégie de l'équipe de Saint-Etienne », « stratégie économique », stratégie du gouvernement, stratégie de l'entreprise, stratégie de la direction dans l'entreprise, etc.

Évidemment, stratégie ne veut pas dire guerre. Même pas forcément conflit, mais toujours pouvoir de décision, c'est-à-dire pouvoir. La stratégie du leader qui veut rester légitime n'est pas celle de l'affrontement, ou du moins pas seulement. De toute façon, on divise en général — suivant en cela la nomenclature des jeux de stratégie — l'aspect coopération et l'aspect lutte, la carotte et le bâton, la promesse et la menace, comme les deux faces de ce janus qui est un *seuil*, pas un espace. C'est que la stratégie est l'art de penser le seuil du passage à l'acte. Il s'agit d'un art parce qu'elle ne peut se donner pour objet d'expliquer l'artiste : il faut le supposer. On ne peut penser que stratégie de x... et cet x échappe à l'objet de l'étude stratégique en question, parce qu'on ne peut faire la distinction dans

une approche stratégique entre l'intérêt et la personne qui a le pouvoir de décision. (Synonymie de ces deux termes en théorie des jeux.) Toute distinction faite entre intérêt et personne (par exemple, l'analyse marxiste distinguant entre la *classe bourgeoise* et les *partis bourgeois*) ne peut avoir de sens stratégique que si l'on est à même d'établir qu'il existe des contradictions entre l'intérêt de la classe et le parti bourgeois et qu'il y a donc deux intérêts en présence.

D'où les limitations extrêmes de la réflexion stratégique tant qu'elle ne s'applique pas à une organisation parfaitement disciplinée dont l'intérêt est défini comme mission ; c'est, pourrait-on dire, le but des armées de constituer des outils stratégiques, c'est-à-dire des moyens aussi définis que possible ayant le monopole de la décision d'emploi de la violence et tendant à réduire la réalité des conflits sociaux à un calcul matriciel.

Alain Joxe

Jean-Bernard Racine

Claude Raffestin

3. Le pouvoir populaire, une combinaison de savoir et de forces

Les questions de Michel Foucault appellent d'abord une prise de position globale, d'ordre général, sur la notion

centrale autour de laquelle s'articulent toutes les questions posées : la notion de pouvoir. En nous demandant ce qu'est

le pouvoir, il nous semble possible de définir la stratégie de ce pouvoir, mais aussi les raisons de fonder une science de l'espace au-delà du savoir que possède le pouvoir. Le géographe peut en outre, sur les thèmes de la stratégie en tant que technique de domination spatiale et de l'idéologie scientifique (lorsque, en effet, le seuil de la science n'est qu'une manière de disqualifier certains savoirs, le savoir populaire en particulier), apporter quelques exemples à méditer.

Nous commencerons par nous demander ce qu'est le pouvoir, car il faut avoir le courage d'en proposer une définition si l'on veut avancer. Nous admettrons ainsi que le pouvoir a pour fondement l'innovation¹. Si tel est le cas, nous pouvons le définir comme une *combinaison d'information et d'énergie* ou, si l'on préfère, de *savoir et de force*. Or, si ce couple, savoir plus force, peut être constitué par l'Etat (et c'est vers quoi, sans doute, il tend), il peut également être constitué par n'importe quelle organisation politique ou économique. C'est pourquoi nous pensons que l'on peut définir la *stratégie*, en termes de portée très générale, comme le *cheminement programmé* pour atteindre la maximisation du couple information-énergie, savoir et force. La guerre et la domination ne sont donc dans cette optique que des formes que peuvent prendre ce cheminement et cette maximisation, dont la nécessité ne nous paraît ni automatique ni naturelle, même si la domination (que l'on peut en effet considérer comme une

forme continue de la guerre) fonde encore l'essentiel des rapports humains et spatiaux.

2. Deux types d'information

On comprendra ainsi pourquoi nous considérons comme légitime la distinction entre savoir et science, distinction permettant au moins de distinguer entre deux types d'information. Celle issue d'un « savoir » peut n'être qu'empirique et par conséquent ne pas être théoriquement fondée, alors que l'information issue d'une « science » devrait pouvoir être théoriquement fondée. C'est là du moins une distinction qui nous paraît possible et nécessaire, malgré sa connotation néo-positiviste. De là, alors, l'importance de la constitution d'une « science » des espaces plutôt que d'un « savoir » qui est déjà en possession de l'Etat et de ses appareils, dans la mesure où une information issue d'une science des espaces devrait permettre au besoin de faire échec au pouvoir de l'Etat en ruinant des éléments du couple information-énergie, dominé par lui. Dans de telles conditions, il semble probable que la domination soit plus difficile à projeter, car une *contre-information* pourrait être élaborée. Telle est en tout cas pour nous l'une des manières, peut-être encore naïve, de poser en devenir les rapports entre le savoir et le pouvoir. Il en est d'autres que l'on peut discuter à partir d'un exemple tiré de la théorie géographique.

1. Cf. J.W. LAPIERRE, *Essai sur le fondement du pouvoir politique*, Paris 1968.

3. La géographie, outil de domination

Nous ne croyons pas que la notion de stratégie, telle que nous l'avons définie, implique nécessairement qu'à travers le savoir on fasse la guerre. Le lien avec le concept de domination nous semble en revanche plus évident, plus foncé. En géographie, le savoir lié à l'analyse « scientifique » des lieux centraux s'est transformé en stratégie et, très précisément, en technique de domination, voire d'occupation de l'espace, économique, politique, géographique. Ce savoir était-il théoriquement fondé ? Apparemment les géographes de la nouvelle école issue des travaux de Christaller n'en ont guère douté, même si chacun reconnaît aujourd'hui que l'organisation de type hiérarchique des ensembles urbains n'est qu'une forme, parmi beaucoup d'autres, des modes de relations entre les villes. De même, en matière de structure intra-urbaine, on reconnaît que le centre des villes théocratiques (tout comme les « city » dans les métropoles actuelles) sont des formes liées à la différenciation et à la hiérarchie dans des ordres sociaux totalement différents de celui qui a permis, par exemple, la naissance de l'agora dans la « polis » grecque. Si l'agora parle d'homogénéité et d'égalité au lieu de différenciation et de hiérarchie, c'est que, pour l'historien des villes, le savoir « scientifique » n'est alors rien d'autre que la connaissance de ce qui est conforme à la logique du développement d'une société donnée.

Comment ce savoir va-t-il être utilisé ? La classe dominante peut se contenter

d'attendre les manifestations d'une évolution plus ou moins spontanée, la plus grande pente du système. Elle peut aussi, la connaissant scientifiquement, chercher à l'utiliser d'une façon volontaire. L'application des critères d'énergie minimale à la division d'une surface (lorsqu'il faut répartir « efficacement » des surfaces entre des centres concurrents) conduit en effet à découper l'espace en polygones réguliers, les hexagones permettant alors le meilleur pavage d'une surface, celui qui minimise les coûts de mouvement et de limites. C'est ainsi que le Troisième Reich avait décidé d'organiser « rationnellement » la distribution des villes-marchés dans les plaines de la Pologne conquise. On sait que, depuis cette tentative avortée, explicitement fondée sur les travaux de Christaller, les exemples d'utilisation de cette *stratégie de domination* (militaire, agricole, commerciale, sociale) se sont multipliés. Faut-il pour autant rejeter entièrement cette problématique ?

Théorie et savoir populaire

On sait que la découverte de la structuration hiérarchique des systèmes urbains est historiquement liée au développement et à la révolution quantitative et théorique. C'est en effet pour confronter la théorie des lieux centraux de Christaller² à la réalité, pour faire le passage entre le monde de la théorie et celui de l'empirie, d'une manière telle que l'on puisse s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus, que des hommes comme Chauncy Harris, William Garri-

2. Cf. la couverture de ce numéro.

son et Brian Berry, géographes cherchant, à l'image de Christaller lui-même, des explications générales, ont choisi d'avoir recours à l'analyse quantitative. Le savoir qu'ils ont acquis a-t-il été récupéré par le pouvoir à des fins proprement idéologiques ? S'agit-il de contester le principe théorique, scientifique, de l'énergie minimale ou l'utilisation qui est faite du « savoir » que l'intelligence du principe a permis de manifester ? A cet égard, deux positions nous paraissent possibles pour ceux qui se réclament de la gauche.

Première position, celle qui consiste à ne pas vouloir se donner d'autre guide, d'autre principe d'action que le contrôle démocratique de la production de notre espace, lieu de notre éthique. Le géographe ne part plus de la « science », dont le discours a si souvent pour fonction de nourrir et de faire accepter l'idéologie dominante, mais du « savoir populaire » dont il peut chercher à mettre en forme l'expression. C'est là, à l'évidence, une façon de construire, en s'enracinant si possible dans les masses (mais qu'est-ce que ça veut dire pour des universitaires ?), un contre-discours, celui de l'alternative possible, excellent moyen d'inciter le peuple à réclamer le contrôle démocratique de la production de son espace, ce contrôle étant en dernière analyse le seul critère de vérité. A des nuances près, certains d'entre nous semblent avoir fait ce choix. D'autres pourtant gardent encore dans leur pratique — et nous sommes de ceux-là — ce qu'ils pourraient qualifier « une part de nécessaire positivisme », un « positivisme minimal ». Evidemment attentifs au fait que, dans leurs modèles, le signifiant

n'entretient pas avec le signifié une relation nécessaire et naturelle, mais toujours contingente, ils acceptent pourtant de faire la différence entre le savoir strictement empirique et la science théoriquement fondée. Le fait de se situer dans une perspective diachronique leur interdit d'oublier qu'il n'y a pas, dans l'espace, de signifié lié définitivement à un signifiant. Bien au contraire, un même signifiant peut connoter des signifiés multiples et parfois même opposés. Le centre urbain de la ville médiévale connote une zone d'appropriation et de participation collective, alors que les centres actuels connotent l'appropriation par le pouvoir économique. Et leurs recherches les conduisent dans la même perspective que ceux qui ont choisi la première position : le contre-discours, dans lequel l'information scientifique est utilisée au besoin pour faire échec aux effets de l'idéologie dominante. Et pourquoi pas, justement, les principes qui sous-tendent la théorie des lieux centraux ?

Contrôle démocratique de la production de l'espace

Comment mieux assurer le contrôle démocratique de la production de l'espace, sinon en montrant la possibilité scientifique d'une division de l'espace politique en une série d'unités de tailles différentes selon le niveau hiérarchique des fonctions qui seront les leurs, en suivant le principe mis en avant par Christaller et la théorie des seuils ? Dès 1970, David Harvey avait proposé que l'on réfléchisse à une organisation territoriale qui, tout en étant hiérarchique

dans sa nature, permettrait d'offrir une participation locale maximale, avec en retour l'accès, pour chacune des unités considérées, à des services proches de la condition optimale. William Bunge³ a suivi cette idée et proposé d'utiliser le travail de Christaller non plus à des fins économiques, mais démocratiques, non plus comme support de la centralisation du pouvoir, mais de sa décentralisation. En partant de la plus petite unité viable pour l'exercice d'une fonction politique (une commune de 200 habitants au Canada), il a pu ainsi construire une hiérarchie à sept niveaux, cherchant alors un modèle lui permettant d'assigner des fonctions gouvernementales à chacun des niveaux hiérarchiques. A la théorie des seuils utilisée en vue d'assurer la maximisation du profit économique peut très bien se substituer une théorie des seuils analogue dans sa formulation et son utilisation mathématique, mais orientée vers la maximisation non plus du profit, mais de la démocratie, maximisant la validité de l'expression politique au sein de la cité, par exemple,

comme au sein de la région, ou de la nation. L'énergie dépensée en travail scientifique peut permettre de trouver le seuil d'unité dans un découpage spatial qui maximise l'information et les relations. Le savoir, qui, au départ et traditionnellement, est un instrument stratégique de domination, peut fort bien devenir un instrument de liberté. C'est tellement vrai que William Bunge devait payer de sa carrière ce type de « retournement » de l'information contre le pouvoir dominant qui la domine, tant à Detroit, en traitant de l'optimisation du découpage scolaire, qu'à Ottawa ou Toronto en recherchant, comme l'une des conditions de la survie de l'humanité, les possibilités d'une restructuration démocratique des gouvernements urbains. Le « rejet » de son discours par le pouvoir dominant tend à l'authentifier. Qu'on est loin ici de cette « géographie qui ne sert à rien » : enfin, elle dérange.

Jean-Bernard RACINE
Claude RAFFESTIN

Pierre-Yves Pécoux

1. Appropriation et contrôle de l'espace

Si la stratégie est le choix des moyens capables d'assurer à qui les met en œuvre le contrôle d'un espace, le savoir géogra-

phique — nomenclature, analyse des corrélations, des discontinuités, des limites — peut évidemment aider qui détient

3. BUNGE William, BORDESSA Robert, *The Canadian Alternative. Survival, Expeditions and Urban Change Geographical Monography*, N° 2, New York University, 1975, 432 p.

le pouvoir à choisir le lieu où intervenir le plus efficacement et à définir le rythme le mieux adapté pour réaliser son projet de maîtrise de l'espace (qu'il s'agisse de conquête militaire, d'aménagement du territoire ou de rénovation urbaine).

Cela ne veut pas dire que les géographes font la guerre, ni qu'ils participent personnellement à l'exercice d'une domination exercée par une classe sociale ou un appareil d'Etat qui ont pu s'approprier ou détourner le savoir géographique. Cela veut dire simplement que, grâce à un tel savoir, la guerre peut être faite plus efficacement, et l'on imagine

aisément qu'inciter à la production de savoir géographique puisse faire partie d'une stratégie de domination. La physique nucléaire, après l'invention de la poudre, a été détournée, elle aussi, du champ des recherches théoriques...

En affirmant que « la géographie sert à faire la guerre », Lacoste fait-il autre chose que revendiquer la reconnaissance de cette discipline comme science entre les sciences ? Et, en recourant au terme de « guerre », ne veut-il pas rappeler que, comme la guerre, la lutte des classes ou la concurrence commerciale visent à l'appropriation d'espaces ?

3. L'impact des pouvoirs sur l'espace

Analyser la répartition des « ressources » et de la production et s'arrêter là revient à se contenter d'une vue atomisée des phénomènes qui peut tout au plus permettre d'établir un classement formel ou un inventaire quantitatif.

S'interroger sur la logique de leur répartition permet cependant de révéler, au-delà d'explications qui seraient de quelques facteurs des causes permanentes ou intermittentes — en tenant compte de l'histoire et des techniques —, quelle *volonté* a abouti à la mise en valeur (ou à la production) des ressources et selon quel *projet*. Ne suffirait-il pas de demander à qui profite telle situation, c'est-à-dire de reconnaître que l'espace a une valeur comme n'importe quelle autre chose ?

Une telle volonté, qui dispose des moyens de parvenir à la réalisation d'un projet, est l'expression d'un pouvoir. Ce pouvoir n'est-il pas la faculté d'un groupe humain — classe sociale, formation sociale, nation — d'aménager, en fonction de ses idéaux ou de son idéologie, un espace dont l'étendue soit telle qu'il permette de satisfaire ses besoins et de servir ses intérêts ? Ce pouvoir peut être assumé par une classe sociale. Il peut être celui de l'Etat — que l'Etat transcende les classes sociales ou ne fasse qu'en exprimer une, directement, ou plusieurs, par compromis... Les réseaux de pouvoir peuvent être repérés à différentes échelles. Cela transparaît dans la superposition de réseaux de routes nationales — intégratrices d'un territoire dans

le cadre d'un projet d'Etat, et de réseaux de chemins vicinaux capables de desservir les espaces de travail quotidien ou saisonnier de groupes de villageois juxtaposés. Cela se manifeste aussi, à petite échelle, dans le contraste entre le tracé de chemins de fer d'exploitation coloniale et la trame de la voirie desservant un marché rural, et, à grande échelle, entre le parcellaire d'une agriculture microfundiaire et la géométrie d'une forêt domaniale ou d'une plantation commerciale : extraire du territoire de quoi satis-

faire les besoins quotidiens ou l'aménager pour arriver au profit optimal en économie de marché...

Pas plus en géographie qu'en histoire il n'est sans doute trop tôt pour chercher qui a le pouvoir ou comment il fonctionne : mais ne faut-il pas renoncer à employer le terme de *pouvoir* comme une expression allégorique ?

Pierre-Yves PÉCHOUX

Michel Rieu

Les questions que Michel Foucault pose sont, me semble-t-il, de nature à permettre l'expression de quelques principes essentiels, et aussi bien capables de favoriser la définition d'une conception marxiste de la géographie. Quant à la géographie marxiste, elle se fera plus tard, comme illustration, approfondissement, enrichissement. On pourra toujours demander à Mr Jacques Lévy de s'y essayer ; cela lui éviterait de passer son temps à faire semblant de ne pas vous comprendre. Et je m'exprime à son sujet d'autant plus librement que je suis moi aussi membre du Parti communiste, lecteur de *France Nouvelle*, et marxiste dans toute la mesure de mon possible.

1. *La lutte des classes, source du savoir*

La première question de Michel Foucault se décompose, me semble-t-il, de la façon suivante : qu'est-ce que la guerre ? qu'est-ce que la stratégie ?

Pour moi, la guerre est l'exercice durable de la force concentrée. La guerre n'est que l'une des formes de la lutte des classes ou de la concurrence capitaliste, à l'époque contemporaine. Elle n'est que la manifestation la plus spectaculaire et la plus meurtrière des antagonismes qui travaillent les sociétés de classes. Le savoir (géographique, certes, mais aussi physique, chimique, mathématique, socio-

logique, etc.) lui est nécessaire. Elle n'est cependant pas par elle-même la source du savoir. La source du savoir réside dans la lutte des classes, permanente, quotidienne, acharnée. La plupart des progrès dans le domaine des sciences de la nature ont été effectués dans le cadre de la concurrence capitaliste. La plupart des connaissances dans le domaine des sciences sociales ont été élaborées pour mieux préserver la domination d'une classe sur les autres, éviter les révoltes, les troubles de toute nature. Ce n'est pas que la géographie qui est née des combats, c'est le savoir dans son ensemble. La guerre, par la forme spécifique qu'elle donne aux antagonismes, est de nature à accélérer la progression du savoir ; mais elle n'en constitue nullement la source unique. A travers le savoir géographique s'exprime la lutte des classes, même si la guerre contribue et contribue encore puissamment à le constituer. Ce qui, bien entendu, ne signifie point que la guerre n'ait pas absolument besoin de la géographie, quel que soit d'ailleurs le camp auquel on appartient !

La seconde partie de la question traite de la stratégie. Elle m'intéresse moins, n'étant homme politique qu'en tant que citoyen. Il me semble cependant très clair que la stratégie est l'art d'engager le combat dans des conditions favorables. Elle intéresse, outre les militaires, les syndicalistes, les politiques, les intellectuels. Dans le domaine du combat d'idées qui est le nôtre, il me semble extrêmement important de savoir où, quand, par

qui, tel ou tel aspect de l'idéologie dominante sera attaqué. Je ne parle pas de guerre pour autant. Mais qu'il y ait combat, c'est-à-dire objectif précis, tactique, adversaires définis comme tels, victoire ou défaite, ne me paraît pas niable. Il y a cependant une nuance de taille à respecter : la lutte politique, sous sa forme pacifique ou sous sa forme militaire, a en vue la destruction de l'adversaire en tant qu'adversaire. La stratégie a pour but, dans ce cas, de s'assurer une domination provisoire, en vue de l'élimination définitive. La lutte intellectuelle, quant à elle, n'a pas en vue l'élimination de la source d'idées et donc d'enrichissement potentiel que constitue l'adversaire. La domination lui suffit, c'est-à-dire l'audience sans cesse accrue de sa pensée. La lutte intellectuelle ne peut avoir en vue que des objectifs stratégiques. C'est l'une des raisons pour lesquelles elle ne peut être illicite, et pour lesquelles elle ne peut non plus s'achever. Le rôle dirigeant de la classe ouvrière, dans le domaine de l'art et de l'esprit, ne consiste pas à imposer silence. Il consiste à faire avancer chaque jour un peu plus la réflexion de ses adversaires et de ses alliés, à partir et dans le cadre de leurs propres démarches. Mais le processus est dialectique : ce n'est que dans la mesure où il écoute, et donc laisse parler, que le prolétariat est en mesure de fournir des réalités sociales une analyse suffisamment juste et convaincante pour être lui-même entendu et suivi. La stratégie est donc bien un moyen de domination intellectuelle ; mais il importe avant tout de savoir exactement ce qu'on entend par domination.

3. Qui a le pouvoir ?

On ne peut répondre de façon non dynamique. Le pouvoir, cela se démontre. Au profit de qui s'effectue l'évolution d'une société ? Au profit de celui qui a le pouvoir. Et la définition du pouvoir, c'est cela, c'est la capacité où se trouve un homme, une classe, une institution, de faire évoluer à son profit l'ensemble du corps social. Il va sans dire que le pouvoir politique n'est pas toujours le pouvoir réel, et qu'en dernière analyse, et pour une période suffisamment longue, le pouvoir appartient à qui détient les moyens de production fondamentaux. Je crois que cela peut être tiré de toute étude historique un peu sérieuse. Quant à la nature même du pouvoir, elle réside tout simplement dans la force armée ; tout le reste n'est que prémisses, atours, symboles ou conséquences de la possession de la force armée. Il me semble que, depuis Marx, la question est réglée...

2. La géographie, instrument de libération

Il faut faire de la géographie un moyen de lecture de la crise mondiale de l'impérialisme, du capitalisme, du centralisme sous toutes ses formes. La géographie, c'est la projection de l'histoire dans l'espace. Il ne s'agit pas de devenir sociologue, ethnologue, politologue ou autre chose. Ce qui définit une science, ce sont les questions qu'elle pose.

Ce qui fait le géographe, ce qui le distingue des autres marchands de sciences humaines, c'est l'analyse spatiale qu'il pratique. Au niveau du paysage, du plan, de la carte. Dans l'espace se manifestent les forces sociales. Elles s'inscrivent dans le paysage, le plan, la carte.

L'espace est le lieu où s'inscrit l'histoire, et la géographie, ce devrait être l'analyse de ce qui en demeure et de ce qui naît. A ce prix, les géographes seront ce qu'ils devraient être, des éveilleurs de conscience, des éducateurs, donc des libérateurs.

On n'y parviendra qu'en prenant continuellement appui sur la pratique, sur la transformation de la nature et de la société.

Sans doute la géographie suppose-t-elle des spécialistes, des instituts, des crédits. Mais je suis convaincu qu'elle ne peut progresser dans le silence des laboratoires, hors du contact permanent avec les masses, sous peine de retomber sans cesse dans les vieilles ornières. Seul le spécialiste peut aider les masses à analyser l'espace, mais seules les masses vivent l'espace, et savent donc concrètement ce qu'il est. C'est une politique de longue durée qui peut seule mettre la géographie (et le savoir dans son ensemble) au service des masses, non la profession de foi de tel ou tel ministre ou de tel ou tel géographe.

Michel RIOU

Claude Bataillon

1. Oui, la guerre est une image destinée à mettre en lumière le rôle du pouvoir, de la stratégie, du politique (voir 3).

2. Ici [comme ailleurs], être scientifique signifierait être « le moins idéologique possible ». Certes, le label scientifique est donné par des « institutions scientifiques » qui assurent principalement le maintien de la tradition, c'est-à-dire d'un ensemble idéologique particulier. Cependant, il serait faussement naïf d'oublier que ces institutions scientifiques sont aussi le lieu d'un certain débat possible sur la connaissance, parce qu'elles fournissent des moyens concrets pour mener ce débat : temps disponible des salariés de la science, lieux et argent...

3. Les géographes sont habitués traditionnellement à étudier la production et les ressources selon un schéma fondé sur le paysage : nature [*paysage naturel*] → ressources [naturelles] → production → [*paysage humanisé*]. Certes, l'incidence des « civilisations » est admise, mais on se réfère plus souvent à une nature humaine et à des *mécanismes* économiques. L'idée d'un pouvoir autre que la possession des biens est nouvelle chez les géographes comme chez les économistes dont ils dépendent largement ; voir l'analyse du pouvoir et de l'État par M. Guillaume (*Le Capital et son double. Economie en liberté*, P.U.F., Paris, 1975, p. 57, 82-84, 113, 145).

Claude BATAILLON

Alain Reynaud

1. Renversant la proposition de Foucault, je dirais plutôt que la guerre n'est qu'une forme de domination parmi beaucoup d'autres.

2. Un savoir des espaces : se méfier d'ériger l'espace en entité, en élément

doté par lui-même d'une efficacité quelconque. Il s'agirait plutôt d'un savoir sur les formations sociales utilisant l'espace, le modelant en fonction de leurs exigences, de leurs traditions ou de leurs besoins, le percevant en fonction de leur sensibilité.

Il ne s'agit pas d'être obnubilé par le fait de savoir si la géographie est ou non une science. L'idée — ou l'idéal — de science suppose un savoir aussi cohérent et rigoureux que possible, des bases théoriques, une armature de concepts, une grille de lecture...

3. Si la géographie est l'étude des formations sociales dans leur utilisation de l'espace, la question du pouvoir ne peut être éludée. Ce pouvoir est multiforme :

pouvoir politique (à l'échelle de la nation dans le cadre de l'aménagement du territoire... ou de la guerre ; à l'échelle de la commune, lorsqu'une municipalité décide de construire un ensemble de logements à un endroit plutôt qu'à un autre...), pouvoir économique (les grandes firmes dont les unités de production sont dispersées ont une politique spatiale ; les promoteurs en ont une...).

Alain REYNAUD

*

Guy Jalabert

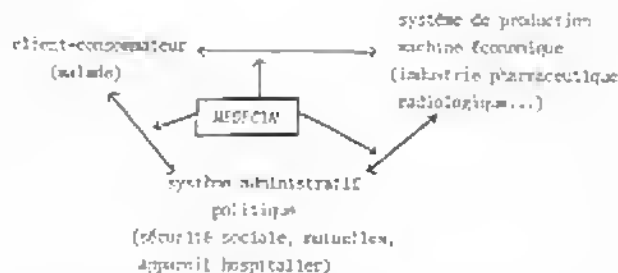
4. Est-il possible de faire une géographie de la médecine ?

Réponse : oui, mais.

A savoir qu'au-delà des implantations et des zones d'intervention, il faut envisager surtout d'étudier les modalités d'action et d'intervention de la médecine en fonction de différentes perspectives d'approche (sans négliger, bien entendu, l'analyse des répartitions, des densités, des politiques d'équipement, et des inégalités quantitatives et qualitatives entre pays d'économie développée et sous-développée, de médecine libérale ou étatisée ;

entre secteurs ruraux ou urbains ; entre banlieues ouvrières et quartiers bourgeois, etc.), telles que :

a) le rôle socio-politique de la fonction médicale au niveau des classes sociales, et le rôle du médecin en tant que « notable », détenteur d'un savoir et d'un pouvoir, aux yeux d'une très grande partie de l'opinion. Il diagnostique, il délivre l'ordonnance, il est le médiateur quasi indiscuté d'un système :



b) C'est seulement dans la compréhension (à détailler) de ce système que peuvent être analysés les choix géographiques de localisation : concentration de l'appareil hospitalo-universitaire spécialisé dans les plus grandes villes ; concentration des médecins spécialistes dans les centres-villes : rente de situation médicale, mais aussi foncière-immobilière, transmission « héréditaire », souvent, de la charge et du bien (anciens hôtels, immeubles historiques « restaurés », ameublement d'antiquaires, etc.) ; localisation et extension de cliniques spécialisées souvent dans les néo-périphéries urbano-rurales : gynécologie-obstétrique, neuro-psychiatrie, par récupération de parcs, d'anciens châteaux...

c) D'une certaine manière — sans doute non systématiquement organisée au sens d'une planification normative —, on assiste tout de même à un quadrillage de l'espace par les lieux d'exercice de la médecine (au sens large) intégré à une double logique :

— contrôle social de la force de travail au plan de sa reproduction (du moins celle qui est solvable, assurée sociale-

ment... recouvrant donc des couches de plus en plus larges de population) ;

— intégration de cet appareil de contrôle à la logique économique de la division sociale du travail.

Cela est à analyser par l'étude, entre autres,

— d'un système de normes qui gère l'appareil hospitalier, médical, pharmaceutique... (x lits pour x population, 1 pharmacie pour x habitants) ;

— du rôle politique des médecins (maires, conseillers généraux...) : beau thème de réflexion socio-institutionnelle des rapports pouvoir local/profession médicale/notabilisation/clientèles médicales-électorales. Surtout en milieu rural et dans les petites villes ;

— des localisations plus ou moins explicitement choisies (avec des politiques différentes et conflictuelles) de certaines institutions médicales, notamment les centres de « rééducation » (médico-pédagogiques ou autres), dont certains sont situés à l'écart, dans des secteurs dépeuplés (voir Massif Central : Marvejols en

est un bon exemple). Marginalisation géographique où la société cache ce qui ne lui paraît pas être le normal, c'est-à-dire le réinsérable dans la société des producteurs-consommateurs ? Surtout — et même lorsque l'institution demeure en pleine ville — ne crée-t-on pas des isolats socio-spatiaux ? L'analyse dite géographique n'a d'intérêt que si le produit spatial (l'hôpital, l'institut médico-pédagogique, le cabinet médical, le laboratoire d'analyses ou radiologique...) est étudié comme produit social : quelle est sa fonction dans la production, dans le découpage social (prévention, réparation, exclusion - marginalisation, adaptation - inadaptation) ?

d) D'où l'examen attentif du contenu social de certaines institutions médicales et socio-médicales :

— qui soigne qui, qui recourt à quoi, et où ?

— le prix de journée de la Sécurité sociale s'élève à 240 francs pour certains centres de soins du type hôpitaux de jour (dépistage, soins diversifiés par des équipes médico-sociales comprenant différentes catégories, soit des médecins du corps, soit des traiteurs du « psy », depuis le psychiatre jusqu'au psychologue, psycho-motricien, assistante sociale, orthophoniste, etc.).

La clientèle y est constituée notamment de la médio-bourgeoisie : cadres supérieurs-moyens. Milieux mieux informés ? Où les déséquilibres physiologiques et psychologiques liés à la profession et au système de vie sont mieux révélés ? À chercher. Il s'agit là de réintégrer ou de

normaliser des individus souvent encore jeunes (et leurs enfants : dyslexie, psychose ou troubles de la personnalité), récupérables par et pour le système social : lieux « ouverts » ?

— le même prix de journée se situe à 40 francs, par exemple, dans une maison d'enfants pourtant « normaux », mais relevant de l'aide sociale municipale (privés de milieu familial : abandonnés, enfants de prostituées, de délinquants, de divorcés, d'asociaux...).

Encadrement : un pédiatre, secrétaire général du conseil de l'Ordre des médecins du département ; une directrice administrative nommée par les services sociaux ; des femmes de salle (pas ou peu d'éducatrices ou de jardinières d'enfants) ; une infirmière. Les corps y sont soignés : hygiène, ordre, propreté, nourriture, alignements (des lits, des berceaux, des tables, des seaux hygiéniques, des hornires). Là, il s'agit de renormaliser, de « dresser ». On sait que, plus tard, les tribunaux sont quelquefois remplis de ces enfants de marginaux que l'institution normalisatrice a ratés : retards et carences affectives, scolaires, etc. : lieux « fermés » ?...

Ce ne sont là que quelques idées nées d'observations empiriques, de discussions avec quelques personnes du « milieu » (la lecture des premiers travaux de groupes de « travailleurs sociaux » incite à penser que l'un des lieux où une recherche devrait préalablement s'exercer est moins celui de la médecine des corps que celui

des secteurs tournant autour de l'inadaptation, de la rééducation, des rapports hiérarchisés aussi qui se créent dans les espaces d'exercice des médecines).

Une géographie de la médecine n'a d'intérêt que si elle est :

— un moyen d'expliquer la pénétration dans la vie sociale de l'institution médicale sous ses différentes formes,

imprégnant l'espace, le quadrillant, comme un élément de l'ordre social ;

— un moyen d'échantillonner préalablement quelques contenus des lieux où les médecines s'exercent, qu'il faudra alors étudier du dedans... bien au-delà de la géographie. Là, M. Foucault a déjà interrogé et partiellement répondu.

Guy JALABERT

Milton Santos

4. Une géographie de la médecine

Si l'on admet comme faisable une géographie particulière de la médecine, la première chose à se rappeler est que les « modalités d'action », ainsi que les implantations médicales, ne se définissent pas *localement* ; les maux à traiter non plus. L'explication de la localisation des investissements médicaux (matériels et humains) et de leur « zone d'intervention », est à chercher à une échelle qui dépasse celle du lieu, et souvent la dépasse de beaucoup, lorsque la décision de créer un hôpital ou un dispensaire est prise à Berne, à Boston ou à Stockholm. Il faut donc toujours faire appel à une unité d'analyse située à un niveau plus élevé pour retrouver dans la totalité du mouvement social les raisons spécifiques, particulières, apparemment

locales, d'une (si vous voulez) géographie médicale donnée.

A chaque mouvement de la société, le Tout renouvelé éclate dans une multiplicité de fonctions, relocalisées dans des lieux différents. Ce ne sont pas uniquement les fonctions médicales qui, en termes absolus ou relatifs, se redistribuent sur l'espace total, mais toutes les autres,

La géographisation des services médicaux obéit à une politique où les intérêts de classe commandent autant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. La redistribution des potentialités de la formation sociale et le conséquent réaménagement de l'espace total dépendent, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, d'un mécanisme dans lequel la forme de pou-

voir n'est pas indifférente. L'implantation des services médicaux obéit à deux sources essentielles de pouvoir. D'une part, l'Etat localise selon son pouvoir discrétionnaire. D'autre part, il y a les firmes et les institutions charitables, dont les mobiles et les décisions de localisation sont différents. En fait, certains équipements d'initiative privée obligent l'Etat à en créer d'autres ; il en est de même lorsqu'il y a une population revendicatrice et nombreuse. Le critère qui préside à la distribution sur l'espace total des possibilités sociales totales existantes à un moment donné est politico-économique. Ces décisions concernent les types de maladies, la modalité des traitements, la qualité des services, leur fréquence et les fractions des classes sociales et de la population en général y ayant accès.

Une science spatiale autre

Génétiqnement, l'espace s'analyse par l'entremise de la reconstitution de l'histoire de sa production ; mais le procès de

reproduction auquel l'espace participe, est assumé par la lutte de classe mise en place par le processus de production lui-même.

Cela explique aussi pourquoi la science spatiale que l'on souhaite n'est pas la géographie officielle ; et la géographie, veuve de l'espace, n'est pas la science spatiale qu'elle devrait être. La géographie aide sans doute à développer et à maintenir un « savoir » idéologique, tandis que les autres disciplines spatiales donnent les instruments — méthodes et techniques — à utiliser pour rendre réalité concrète les idéologies, et cela au service du grand capital.

Le nouveau savoir des espaces a pour tâche essentielle de dénoncer toutes les mystifications que la géographie a pu créer, défendre et publiciser, pour laisser apparaître les mécanismes réels : l'étude de la création de l'espace humain comme résultat de l'interaction permanente entre homme et nature, par le processus de production.

Milton SANTOS

Christian Descamps

3. Les temps du pouvoir

Qu'est-ce que le pouvoir ? Probablement trop tôt pour donner des définitions générales ; plus modestement : « Qu'est-ce que le pouvoir maîtrise ? » Du quadril-

lage synchronique, de l'espace, mais aussi, et c'est le point que je voudrais esquisser, du TEMPS, du FUTUR. On peut toujours décrire la maîtrise dans la synchronie,

mais qu'implique la *durée* de celle-ci ? Le pouvoir n'est tel que s'il maîtrise le temps, les temps (calendrier, classement), mais aussi et surtout s'il peut penser, modeler du futur *non contingent*. La question du temps du pouvoir me semble être trop souvent posée du côté de l'accumulation, pas assez du côté de sa projection. Urgence de penser le crédit de temps qu'un pouvoir s'accorde, sur lequel se fondent/négocient les accords (songeons à la monnaie de crédit comme avance de temps).

Le temps du capital n'est sûrement pas simple reproduction d'un présent à variables (cf. la grande bêtise des futurologies). Ce temps multiforme en ses codes est indifférent aux contenus, à une condition fondamentale : pouvoir les différer, les étaler.

La gestion des pouvoirs ne me semble pas relever de la reproduction d'un code, d'une forme (qui supposerait fondement), mais de la capacité de distribuer les urgences. Celles-ci peuvent être spatiales, mais elles sont nécessairement inscrites dans un futur. L'ordre du pouvoir n'est

pas du temps stabilisé — vieux rêve des empires —, mais maîtrise de n'importe quelle reproduction dans tous les avènements possibles. En termes classiques, l'élévation de la composition organique du capital — que le même nombre d'ouvriers manipule des quantités sans cesse plus grandes de matières premières, d'objets, de machines — a entraîné la ruine du fondement des contenus de cette production ; l'axiome des pouvoirs devient nécessité de reproduire une *arbitraire* loi de la valeur. Les appareils se « donnent » des règles fixes, rigides qui sont *toujours* distancées par la réalité (cf. Virilio, Raudrillard). Ces réajustements sont appelés cycliquement des crises. Mais par rapport à quelle homogénéité « normalisée » les définir ?

Si le pouvoir est lié au contrôle du temps (à venir), il l'est en tant qu'il découpe des séries d'espaces-temps pertinentes, en tant qu'il fait fonctionner de multiples disjonctions.

Christian DESCAMPS

P.S. A propos de « Brader la géographie, brader l'idée nationale ? » (*Hérodote*, n° 4) et plus précisément du processus de concentration de l'édition des manuels scolaires, ceux d'histoire et de géographie en particulier, les éditions Bordas nous ont fait savoir que ce n'est pas en leur faveur qu'Armand Colin a renoncé à sa collection de géographie. C'est donc encore au profit du groupe Hachette que s'est effectuée cette concentration ! A quand le manuel « officiel » unique ?

Nouvelles du front idéologique

Michel Pichol

A travers les questions que Michel Foucault pose à *Hérodote*, on peut voir courir le thème des rapports du savoir avec le pouvoir et de ses effets sociaux. Il n'est peut-être pas sans intérêt de montrer ici que ces rapports sont en train d'évoluer, au moins partiellement : c'est ce que montre, en partie, ce qui se passe dans le mouvement social ; en partie, ce qui se produit du côté des intellectuels qui refusent de développer leur action dans les allées du pouvoir. Il n'est donc pas inopportun d'emprunter ce détour. Chemin faisant, quelques éléments pourront être proposés en réponse à Michel Foucault.

Le savoir

Il y a des géographes, mais aussi des sociologues, des architectes, des urbanis-

tes, des médecins, des mathématiciens, des historiens, bien d'autres encore... Tous, d'une certaine manière, à travers des pratiques diverses, à partir de bases souvent différentes, ont entrepris de mener une critique radicale du savoir dont, à un titre ou à un autre, ils sont détenteurs. « Guérilla épistémologique », a-t-on déjà écrit ici. Chaque discipline secrète ses rebelles, ses indisciplinés. La carte du savoir se constelle d'une multitude de foyers de résistance, autant de taches rouges ou noires dont le réseau macule le gris neutre et uniforme de ce continent paisible sinon pacifié.

Ce qui est en cause derrière toutes ces manifestations, c'est la liaison, enfin reconnue, du savoir avec le pouvoir. Il n'y a pas, il n'y a plus, de savoir innocent : toute forme de savoir est indissolublement liée à une formation sociale, donc à une scène politique dominée par le pouvoir qui organise le découpage des

discours et définit les lieux dans lesquels ceux-ci se déploient. Sans retomber dans la division science bourgeoise-science prolétarienne, ce qu'il faut indiquer, après bien d'autres maintenant, c'est que le savoir ne peut plus être considéré sans tenir compte de ce qui l'articule au pouvoir. Il faut s'habituer à penser plusieurs choses à la fois et abandonner le point de vue strict du spécialiste. A l'intérieur de la méthode géographique, on appelle ça un changement d'échelle.

C'est ainsi que l'on peut affirmer que le savoir s'instaure toujours comme « savoir pour ». Longtemps tenue pour inoffensive, l'organisation du savoir en discours se révèle instrument de pouvoir. Peu à peu, ce qui se dit, le discours, est reconnu comme producteur d'effets, ce qui se fait. Un mode de production du discours (J.-P. Faye) comme mode de production du pouvoir s'attache à toute forme du savoir.

Autour de ça se mènent actuellement des combats un peu éparés qui transforment le savoir en enjeu et en champ de bataille à l'intérieur de notre société. L'asservissement aux valeurs marchandes que celle-ci a généralisé n'est finalement pas sans connexion avec le système du savoir. Les savants, grands ou petits, ont là-dedans leur responsabilité.

Des luttes et l'Etat

Tournons pour un moment notre regard vers l'ensemble des luttes actuelles. Là encore, nous remarquons une dispersion assez grande qui, au premier

coup d'œil, désoriente. Comment ordonner cette diversité, l'affecter d'un sens intelligible ? Quoi de commun aux luttes des prisonniers, à la contestation dans l'armée, aux mouvements des femmes, des homosexuels, des autonomistes, aux grèves lycéennes, à l'opposition au programme nucléaire de l'E. D. F., à la longue résistance des paysans du Larzac, à la remise en cause des formes actuelles du savoir, bref à tout ce qui ne se laisse pas lire directement comme lutte des classes ?

On a parlé de front secondaire ou de luttes périphériques. Ces expressions n'expliquent pas grand-chose. Elles reconnaissent une identité sans pouvoir la nommer. Elles ne sont donc d'aucune utilité pour comprendre ou saisir une partie essentielle de ce qui bouge dans notre société.

Cet ensemble est illisible. Ces mouvements apparaissent comme convulsifs, dépourvus de coordination. Cette confusion durera tant que nous n'aurons pas mis ces luttes avec ce autour de quoi elles gravitent : l'Etat. Imaginons une cartographie de chacun de ces éléments, les lunes et l'Etat. La superposition de ces deux « cartes » permettrait enfin une lecture. Leur montage se laisserait lire comme *contestation de l'Etat* ou comme *crise de l'Etat*, selon que l'on va d'une représentation à l'autre ou de l'autre à l'une.

Ici, un vrai problème se pose, celui de l'emploi de la notion de carte, que nous avons voulu ici métaphorique. Il indique une méthode possible, sans l'utiliser dans toute sa rigueur. Peut-on vraiment

dresser une carte de la contestation et, plus encore, une carte de l'Etat? Les terrains de lutte sont parfois cartographiables : lutte des autonomistes, lutte dans l'armée, lutte contre l'E. D. F. ... Ce que l'on pourra indiquer, ce sont les points sensibles de la lutte, les terrains d'affrontement, mais la lutte peut déborder ce cadre, et alors c'est tout un ensemble cartographique qui doit être mis en œuvre.

Au niveau de l'Etat, les choses sont plus complexes. Une question se pose : l'Etat est-il susceptible d'une représentation spatiale? Il domine un espace. Il le découpe. Il l'organise ou tente de le faire. Un jeu assez complet de cartes administratives, de cartes d'implantation des appareils d'Etat, de cartes des secteurs d'intervention pourrait constituer une première approximation, mais cela resterait bien insuffisant. Le pouvoir de l'Etat ne se laisse pas toujours saisir à travers la présence de son appareil, mais aussi et surtout par sa capacité à apparaître comme élément *naturel* de l'organisation sociale. Dans les réseaux, décelables par l'intermédiaire d'une cartographie poussée, des lacunes et des faiblesses pourraient se lire, mais, sans même tenir compte de l'ampleur de la tâche, jusque-là jamais entreprise, on peut se demander si l'essentiel pourrait être cerné.

Car ce qui est en jeu actuellement, c'est le consensus des citoyens. La fonction organisatrice, unificatrice, protectrice de l'Etat dans la société n'est plus admise par des couches de plus en plus larges de citoyens. C'est le rôle idéologique de l'Etat qui n'est plus reconnu ou

que celui-ci n'est plus capable de faire reconnaître. Le plus froid des monstres froids (Nietzsche) est enfin entré en contact avec la chaleur de la critique. Dès lors, il apparaît essentiellement comme instrument de domination et de coercition de la classe au pouvoir. L'Etat se rétracte autour de son noyau dur, dur aux opprimés.

« Sans justice et sans armée il n'y a point d'Etat, de quelque nature qu'il soit. » (Machiavel.)

On peut s'interroger sur la place que prennent les luttes qui, de près ou de loin, remettent en cause cet instrument, sur le choix, si c'en est un, de ce terrain. A côté d'une lutte ouvrière qui n'a pas cessé d'exister pour autant, mais qui, dans bien des cas, ne dépasse pas le niveau de la contestation-marchandage de la valeur de la force de travail par des syndicats-courtiers, pourquoi voit-on naître ces nouvelles formes d'action?

Il faut situer cette naissance après Mai 68, qui fut, dans un même mouvement, le dernier affrontement généralisé du prolétariat contre la bourgeoisie et une grande vague d'opposition à l'Etat. Devant le reflux du mouvement ouvrier, on sait dans quelles conditions l'Etat a découvert sa solitude, car le choc issu de Mai 68 s'est propagé en ondes toujours plus vastes. La critique s'est élargie, diversifiée, multipliée, même si elle s'est fractionnée. D'une attaque frontale, on est passé à une guérilla protéiforme où se conjuguent dans un même sens des efforts en apparence isolés. Politiquement, le mouvement semble s'être affaibli, les solidarités se situent à

un échelon inférieur (inférieur à l'Etat dans son ensemble), mais c'est justement parce que c'est à ce niveau que l'Etat peut être partiellement nié et que c'est à ce niveau que ses défenses sont les plus faibles. Prétendant représenter, organiser, défendre la société tout entière, il est désemparé devant cette disfraction des solidarités : devenu inopérant, il est déclassé. C'est pourquoi, autant que d'une lutte contre l'Etat, il convient de parler d'une mise en scène de la crise de l'Etat.

On retrouverait là le problème des échelles. L'Etat conçu comme appareil de domination de l'espace national serait inadapté au contrôle de certaines échelles. Ses réseaux, très ramifiés, souffriraient peut-être de la dimension nationale dans laquelle ils s'inscrivent. Chaque segment de réseau reste attaché à l'ensemble et ne fonctionne qu'en liaison avec lui. Tout ramène à une seule et unique échelle. L'Etat ne se divise pas. (Par contre, il peut entrer en contact avec des réseaux autonomes, nous le verrons plus loin.)

On doit encore constater que la crise est produite par d'autres facteurs qui se situent à une échelle plus petite. Le capitalisme, on le sait, a largement débordé des frontières nationales qui lui ont servi de berceau. Sa sphère d'intervention est, sans jeu de mots, planétaire. L'autonomie de l'Etat devant le développement d'une telle puissance est réduite à peu de choses. Son rôle est de soutien, faute de mieux. Il est désarmé, ou plutôt il a rendu les armes, devant les grands trusts, non pas « multinationaux », mais transatlantiques. En un mot, il n'est plus maître chez lui. Les

déséquilibres régionaux, qu'il a aidé à créer, il est devenu impuissant à les effacer, car la politique spatiale d'investissements se fait largement dans son dos, et le capital s'investit là où la rentabilisation la plus forte est assurée, dans les zones les plus fortement équipées pour la production hautement spécialisée, dans les régions de main-d'œuvre pour la fabrication et le montage. Il n'y a donc aucune chance pour que les déséquilibres disparaissent. Ils peuvent se transformer ou s'aggraver, mais le poids de l'Etat dans ces transformations, sa part créatrice sont très faibles. Il occupe une place importante dans le travail d'accompagnement de ces transformations. Aussi, lorsqu'il se présente comme organisateur du développement et de la croissance, il fait de plus en plus rigoler. (Les seuls qui ne rigolent pas, ce sont les rédacteurs du Programme commun. Eux, ils y croient et leur programme n'est pas autre chose qu'un projet de restauration de l'Etat. Pas de déperissement en perspective !)

Donc à la question : « L'Etat, c'est quoi ? », il devient toujours plus évident de répondre : « C'est la défense de la classe au pouvoir. » Celle-ci est comme naufragée dans l'Etat. C'est son radeau de la Méduse et son rempart. Mais, en s'isolant en lui, elle se révèle telle quelle derrière le masque déchiré du discours idéologique.

La seule solidarité qu'elle tente encore de mettre en place pour se camoufler, c'est la solidarité de la peur, parce qu'elle seule lui permet de légitimer la présence d'un appareil de répression omniprésent. Le spectacle de la répression est lui-même un élément de cette

mise en scène de la peur. L'Etat organise la violence de la société pour dénoncer la société violente et prendre des mesures contre elle. Des mesures toujours plus efficaces et terrifiantes, car produites par l'énorme développement technologique de l'industrie de pointe.

Derrière le spectacle de la répression, ou plutôt l'accompagnant, il y a l'inquiétant dispositif de quadrillage de la société (informatique, télécommunication, transport...). C'est par là que l'Etat est lié à l'économie, à l'industrie, à la recherche. Les ministères de l'Intérieur et de l'Armée sont les seuls centres de décision qui subordonnent tous les autres. En eux se résume tout l'Etat et ses prolongements extérieurs, essentiellement médiatisés par la technologisation de la répression.

Si l'Etat se réduit à ça, on doit se demander ce qui assure les anciennes fonctions dont celui-ci s'est dépouillé. Faute de quoi, on serait condamné à comprendre et à analyser la société comme un vaste champ de lutte, une guerre intérieure pure et simple. (Comme l'a fait il y a quelque temps la Gauche prolétarienne.)

L'Université et sa disparition

Ce long détour par l'Etat, on s'en excuserait s'il n'avait pas été indispensable à notre propos. Comme tel, il nous permet de faire un retour à une échelle plus grande. Non pas celle du savoir initialement utilisée, mais celle, plus particulière et qui ne se confond pas tout

entière avec elle, de l'Université, c'est-à-dire de l'institution dans laquelle le savoir s'inscrit socialement.

Comme appareil d'Etat, l'Université a subi la crise plus précocement que tout autre. Mai 68, là encore, marque le grand moment de cette rupture. L'Université a cessé de fonctionner comme instrument adapté à sa fonction. Disons que Mai 68 a mis à jour un phénomène qui jusqu'alors n'avait jamais été reconnu clairement. Ça fonctionnait vaille que vaille : des tentatives de transformation de l'institution — liaison plus étroite avec le système marchand sous la tutelle de l'Etat — étaient en cours. Une inadéquation certaine était donc admise. Mais l'Etat, qui pensait pouvoir se réformer par une action autonome, n'avait pas analysé la situation dans sa vraie grandeur. Il en fit trop ou trop peu. Il le fit surtout trop tard.

La crise une fois reconnue, le pouvoir en a tiré des conclusions réalistes qui, somme toute, témoignent de l'intelligence de ces choses par ses dirigeants. Le divorce de l'institution et de l'Etat était manifeste. Il fallait l'officialiser pour sauver les meubles : un pouvoir de contrôle pas trop voyant sur l'ensemble. Qu'importe les mots — autonomie ou autre —, l'essentiel est que le principe ait été reconnu. Incapable de fournir à la société une idéologie unifiée servie par un personnel homogène, l'Université a été transformée, divisée. On reconnaît là le passage d'un discours unique, le « nous » de l'Etat, à un concert de voix particulières. En fractionnant l'appareil à l'extrême, il s'agissait de donner l'illusion de sa disparition pour, en coulisse,

place le pouvoir dans la position de surveillant. On espérait de cette réforme qu'elle neutraliserait la critique en instaurant une sorte de cacophonie idéologique.

Cette paralysie critique a été en partie obtenue. Les grands mouvements contre l'institution se sont peu à peu amortis et enlisés dans une plate répétition de celui de 68. Une certaine démobilitation, entrecoupée parfois de réveils spasmodiques, semblait témoigner de la lucidité du pouvoir. Elle n'en témoigne que dans la mesure où la question : « A quoi sert l'Université ? », n'a plus été posée de façon cohérente ; c'est-à-dire en actes.

Mais, en rendant impossible ce genre d'interrogation, en enfermant de la sorte étudiants et professeurs dans les limites de leurs disciplines, le pouvoir n'a pas mesuré la force des questions nouvelles qui allaient surgir. Impêchés de se poser la question globale de l'Université, ils allaient se retourner, par une sorte de mouvement naturel, vers le savoir, leur savoir. Ce n'est plus comme professeur ou étudiant que les interrogations sont posées, mais comme spécialistes ou apprentis spécialistes de tel ou tel savoir. Un changement d'échelle s'est opéré, et avec lui un déplacement de sens. La fonction idéologique du savoir, simplement notée en 68, a fait alors l'objet d'une investigation précise. Les relations du savoir avec le pouvoir ont été progressivement dévoilées. Un terrain de lutte politique s'est constitué, discipline par discipline, à la faveur de solidarités réduites.

Cela donne un mouvement multiforme, aux initiatives éparpillées. De tout ça, l'ad-

versaire semble invisible ou absent, car il n'est plus incarné dans une institution ou un groupe officiel. Effectivement, ce qu'il s'agit de démasquer, ce sont les pièges du discours spécialisé.

C'est donc un retour sur lui-même, sur sa pratique, que le spécialiste est contraint d'opérer pour dévoiler ces choses. Dans une certaine mesure, on peut dire que c'est le pouvoir qui, en bloquant les remises en cause de l'institution, a orienté les enquêtes sur les discours de l'institution. En provoquant des solidarités inscrites dans des cadres restreints, c'est lui qui a produit ce champ d'investigation jusqu'alors peu éclairé. Il n'a finalement récolté que ce qu'il a semé.

On est passé de la question : « l'Université, ça sert à quoi ? », à la question : « le savoir, ça sert à quoi ? ». L'enjeu s'est déplacé. Maintenant à l'intérieur des divisions disciplinaires, de telles remises en cause semblent moins dangereuses, car beaucoup moins globales, mais à terme leur pouvoir de critique radicale est plus total, car il permet de mieux définir les lignes de partage des camps en présence. Si, hier, on pouvait encore tranquillement trouver une place comme intellectuel de gauche dans le front de lutte contre l'Université tout en maintenant une *pratique du savoir* conservatrice, aujourd'hui, c'est cette pratique qui doit être mise dans la balance. Une étiquette révolutionnaire n'est plus une couverture suffisante. On ne peut plus se dédouaner à si bon compte. Les fraudeurs idéologiques ne passeront plus leur camelote en douce.

Et surtout ce déplacement de l'interro-

gation a ouvert les problèmes du savoir sur les problèmes de la société et de sa transformation. En voulant enfermer les gens dans leur spécialité, on les a amenés à en sortir par une autre porte. Une nouvelle façon de poser les questions a permis de glisser du terrain du spécialiste à celui de sa pratique et des rapports au monde extérieur, donc à opérer, là encore, un changement de lieu. Les médecins ne se sont plus bornés à étudier les problèmes de la santé, mais ceux des malades ; les juristes ont dépassé les problèmes du droit pour s'intéresser aux problèmes des justiciables ; les historiens ne pensent plus seulement à l'histoire, mais au rapport au passé de notre société... Le savoir n'est plus totalement la propriété des spécialistes ; il est le produit d'un échange entre ceux-ci et les gens à la rencontre desquels ils se dirigent (tous ceux qui ont été jusque-là dépossédés par le pouvoir qui émane de la science — les travailleurs).

C'est dire que l'Université cesse d'être le cadre privilégié de l'action de ces spécialistes et qu'en s'ouvrant les disciplines se sont aussi déplacées. Le savoir assez neuf qui tente de se mettre en place ne se laisse plus enfermer dans des structures rigides. Le cas (cité dans un précédent numéro d'*Hérodote*) du géographe américain Bunge est à cet égard très important. Son itinéraire, qui l'a conduit du campus de Detroit aux taxis de Toronto à partir de ses exigences de géographie, et à travers elles, est tout à fait exemplaire de ce qui est en train de se produire ailleurs.

Mais ce savoir qui ne se déploie plus dans les cadres traditionnels est parfois

contesté par les « autorités universitaires ». Ce n'est plus de la géographie, ont affirmé les anciens collègues de Bunge à propos de son travail. Qu'importe si la sanction professionnelle manque à ces tentatives. Il ne peut de toute façon en être autrement. Plus significative, plus dangereuse aussi, est la stratégie de l'Etat qui a démantelé l'appareil universitaire, mais qui ne peut se passer de l'information que cet appareil, tant bien que mal, lui fournissait.

Les moyens de contrôle du pouvoir se sont sans cesse accrus. Son efficacité, servie par une concentration de l'information, est chaque jour plus grande. Mais cette information passée à travers le filtre de cet appareil formidable fait courir au pouvoir le risque de ne pas capter ce qui se passe comme choses nouvelles dans la société. La programmation des instruments d'information risque de passer à côté de phénomènes qui se développent en marge du pouvoir. La conduite stratégique de la société implique une connaissance à la base qui n'est pas donnée automatiquement par la technologie du pouvoir.

C'est ce qui a conduit celui-ci à s'intéresser aux formes neuves du savoir qui apparaissent actuellement. Mais l'appareil d'Etat est assez inadapté à une entreprise de cet ordre : bien que des bureaux d'études des ministères aient fait appel à un certain nombre d'intellectuels contestataires afin de récupérer les formes de savoir inassimilables par une approche extérieure, ce n'est pas par ce canal que s'élabore cette entreprise. L'essentiel passe par une autre filière, celle des bureaux d'études ou centres

de recherche liés par contrat (C.E.R.F.I., C.S.U., A.C.R.E.S. ...). Ces centres sont composés de gens ayant travaillé et travaillant à partir des ouvertures actuelles du savoir. Souvent riches d'une pratique militante, ils sont à même, grâce aux contacts qu'ils entretiennent avec le mouvement réel à la base, d'élaborer des analyses, de mettre en forme des questions autrement que l'Etat ne peut le faire. Ainsi toute une forme du savoir risque d'être récupérée pour le pouvoir par cet intermédiaire.

On peut s'interroger sur les motifs qui ont conduit ces groupes à se constituer. D'une manière générale, c'est le refus de se laisser enfermer dans les cadres universitaires qui les a conduits là. De cette manière, ils ont la possibilité de réaliser un travail plus concret. Ils ont mesuré les risques qu'entraînent cette collaboration avec l'Etat et mènent souvent leur travail avec une grande liberté et sans concession. En fait dans la plupart des cas, ils mènent leurs études pour eux-mêmes, sans se soucier du client. Mais, à l'occasion, le client peut se montrer particulièrement exigeant. (Un bureau d'études s'est vu récemment retirer tout moyen d'existence pour rétention d'informations.) De toute façon, l'Etat n'a pas intérêt à contrôler trop strictement ces centres, puisque c'est justement leur capacité d'invention, leur aptitude à l'innovation qu'il finance. Dans cette stratégie de la récupération, chacun s'imagine être gagnant. Ce que je veux souligner, c'est l'intérêt du pouvoir pour tout ce qui se passe dans les sphères auxquelles ses appareils et ses flics ne lui donnent pas accès.

Ce qui est en jeu derrière tout ça, c'est la fonction de la contestation. Tout le mouvement de remise en cause peut échouer. Il échouera dans le cas où il n'aura pas mesuré tous les dangers des entreprises de récupération. Les formes les plus radicales de lutte peuvent très bien servir d'élément à un processus d'autorégulation du pouvoir, si celui-ci se montre capable de les intégrer à sa dynamique. La crise de l'Etat peut très bien se résoudre dans ce sens. Et ce qui se passe au niveau de la remise en cause du savoir trouve des échos dans d'autres domaines.

Cela n'est pas un constat d'échec, mais une mise en garde. Il faut que ce front idéologique se développe et s'élargisse. Le cloisonnement disciplinaire est encore trop fort. Il est en fait le produit des origines de ce mouvement, parti, nous l'avons vu, d'une réflexion à l'intérieur de chaque province du savoir.

La nécessité d'une action conjointe entre les spécialistes de disciplines différentes se manifeste en maintes occasions. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que ce n'est pas le savoir de tel ou tel spécialiste qui doit faire l'objet d'une remise en cause, mais *tout le savoir spécialisé*. Les possibilités de rencontres interdisciplinaires doivent être souhaitées, à condition qu'elles ne soient pas formelles et qu'elles correspondent à des projets précis. Il ne s'agit pas de renouer avec l'interdisciplinarité factice qui a été en vogue quelque temps après 68, simple addition de savoirs sans articulation de l'un à l'autre. C'est sur la base d'une utilisation différente du savoir, débarrassé de ses prolongements avec le pouvoir,

contre lui, que ces rencontres doivent s'effectuer.

C'est pour cela qu'on ne doit pas envisager *a priori* une vaste confédération de tous les foyers de résistance. Il n'est pas question de remettre ça avec les vieilles formules d'organisation qui ont toutes contribué à créer autant de pouvoirs intermédiaires. Ni parti politique, ni société savante, mais des liaisons souples, occasionnelles, multiples — comme le sont les mouvements qui parcourent notre société.

Répetons-le, à travers tout cela, il ne s'agit pas de rechercher une nouvelle raison de vivre pour les détenteurs du savoir, de remplacer à terme le spécialiste par le spécialiste révolutionnaire. Qu'on ne compte pas sur nous pour tremper là-dedans. L'opposition science bourgeoise-science prolétarienne est une fausse opposition : dans les deux cas, elle repousse le scientifique du côté du pou-

voir en organisant la séparation entre celui qui sait et ceux qui sont soumis à ce savoir. Ce qu'on peut imaginer, c'est qu'un savoir irréductible au pouvoir puisse se dégager des pratiques nouvelles. Un savoir contrôlé par des groupes toujours plus larges qui auront été placés en situation de comprendre le rôle qu'ils ont à jouer dans ce domaine. Les développements du savoir pourraient être socialisés, la recherche tirée de la fausse illusion qui lui fait croire que c'est en elle-même que résident les virtualités de ses évolutions futures.

A ceux qu'inquiète une telle perspective, nous disons qu'ils ont raison. Quand le scandale actuel de l'organisation du savoir fera place au savoir sur l'organisation de ce scandale, ils comprendront ce que nous voulons dire.

Michel PICNOT.